



ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE

Direction des relations extérieures et de la communication

Sous-direction du pilotage administratif et des concessions

Service des concessions

75058 Paris Cedex 01

CONCESSION DE SERVICES

CAHIER DES CHARGES

**CONCESSION DE SERVICES PORTANT SUR L'EXPLOITATION D'UNE ACTIVITÉ DE
RESTAURATION DANS LE KIOSQUE SUD-OUEST DU JARDIN DES TUILERIES**

(N° 2025-127C)

Contrat de concession passé en application du Code de la commande publique

SOMMAIRE

PREAMBULE	5
ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT DE CONCESSION ET NATURE DES ACTIVITES.....	7
1.1 <i>Objet du contrat.....</i>	7
1.2 <i>Description des activités.....</i>	7
1.2.1 <i>Attentes relatives à l'offre</i>	7
1.2.2 <i>Politique tarifaire.....</i>	8
1.3 <i>Désignation des lieux d'exploitation.....</i>	9
1.4 <i>Intégration de la prestation dans le domaine</i>	9
1.5 <i>Autorisation d'occupation du domaine public de l'Etablissement public du musée du Louvre.....</i>	9
ARTICLE 2 - DUREE DU CONTRAT DE CONCESSION.....	9
2.1 <i>Durée du contrat de concession.....</i>	9
2.2 <i>Possibilité de reconduction.....</i>	10
ARTICLE 3 - AMENAGEMENT DES LIEUX ET EQUIPEMENTS	10
3.1 <i>Espaces et éléments mis à disposition lors de la remise des clés</i>	10
3.2 <i>Attendus de l'EPML de la part du Concessionnaire</i>	11
3.3 <i>Contraintes d'aménagement</i>	11
3.3.1 <i>Kiosque</i>	11
3.3.2 <i>Terrasse</i>	11
3.4 <i>Principes généraux relatifs aux travaux initiaux dans les espaces.....</i>	13
3.4.1 <i>Travaux réalisés par le musée du Louvre avant la remise des clés</i>	13
3.4.2 <i>Attendus de l'EPML vis-à-vis du Concessionnaire</i>	13
ARTICLE 4 : DESCRIPTION DE L'OFFRE ET DU CONCEPT	14
4.1 <i>Principes généraux relatifs à l'offre attendue</i>	14
4.2 <i>Offre produits</i>	14
ARTICLE 5 - HORAIRES DE L'EXPLOITATION ET OUVERTURE TARDIVE	15
5.1 <i>Horaires de l'exploitation</i>	15
5.2 <i>Prestations événementielles exceptionnelles</i>	15
ARTICLE 6 - RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE	16
6.1 <i>Présentation des attentes globales.....</i>	16
6.2 <i>Développement durable</i>	17
6.2.1 <i>Phase de travaux et d'aménagement</i>	17
6.2.2 <i>Utilisation des équipements en phase d'exploitation</i>	17
6.2.3 <i>Produits et denrées alimentaires.....</i>	17
6.2.4 <i>Fournitures</i>	18
6.2.5 <i>Déchets</i>	18
6.2.5.1 <i>DECHETS ORGANIQUES.....</i>	18
6.2.5.2 <i>DECHETS INDUSTRIELS BANALS</i>	19
6.2.6. <i>Approvisionnements.....</i>	19
6.2.7. <i>Affichage</i>	19
6.3 <i>Clause d'insertion par l'activité économique</i>	19
6.3.1 <i>Les publics visés</i>	19
6.3.2 <i>Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion</i>	20
6.3.3 <i>Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales</i>	21
6.3.4 <i>Les modalités de contrôle de l'action d'insertion</i>	21
6.3.5 <i>Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion</i>	22
6.4 <i>Politique d'accessibilité</i>	23
ARTICLE 7 - SERVICE ET PERSONNEL	24

7.1	<i>Droit du Travail et Protection de la main-d'œuvre</i>	24
7.2	<i>Obligations résultant du code du travail</i>	25
7.2.1	<i>Lutte contre le travail dissimulé</i>	25
7.2.2	<i>Emplois de travailleurs étrangers</i>	25
7.3	<i>Qualification du personnel</i>	25
7.4	<i>Organisation</i>	25
ARTICLE 8 - MARKETING ET COMMUNICATION		26
8.1	<i>Dénomination sociale et enseigne</i>	26
8.2	<i>Publicité</i>	26
8.3	<i>Supports de communication</i>	27
8.4	<i>Actions commerciales</i>	27
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXPLOITATION		28
9.1	<i>Contraintes du site</i>	28
9.2	<i>Travaux réalisés par le musée du Louvre</i>	28
9.3	<i>Branchement aux réseaux</i>	28
9.3.1	<i>Réseau d'eau</i>	28
9.3.2	<i>Réseau électrique</i>	29
9.3.3	<i>Réseau internet et téléphone</i>	29
9.3.4	<i>Assainissement</i>	29
9.4	<i>Approvisionnement</i>	29
9.4.1	<i>Contraintes spécifiques du jardin</i>	29
9.4.2	<i>Protocole de sécurité</i>	30
ARTICLE 10 - MAINTENANCE ET ENTRETIEN		30
10.1	<i>Maintenance</i>	30
10.1.1	<i>Maintenance des équipements</i>	30
10.1.2	<i>Maintenance du clos et du couvert</i>	31
10.2	<i>Obligations d'entretien</i>	31
10.2.1	<i>Kiosque</i>	31
10.2.2	<i>Espaces extérieurs</i>	32
10.3	<i>Evacuation des déchets, eaux usées et graisses</i>	32
10.3.1	<i>Evacuation des déchets</i>	32
10.3.2	<i>Eaux usées et graisses</i>	33
ARTICLE 11 - QUALITE ET CONTROLE DU NIVEAU DES PRESTATIONS PROPOSEES.		33
11.1	<i>Contrôles sanitaires</i>	33
11.2	<i>Contrôles qualité</i>	33
11.3	<i>Suivi de l'exploitation</i>	34
ARTICLE 12 - ETATS DES LIEUX		36
ARTICLE 13 - DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET SECURITE		36
13.1	<i>Dispositions réglementaires</i>	36
13.2	<i>Sécurité</i>	36
ARTICLE 14 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES		37
14.1	<i>Responsabilité</i>	37
14.2	<i>Assurances</i>	37
ARTICLE 15 - CONDITIONS FINANCIERES		38
15.1	<i>Mode de rémunération du Concessionnaire</i>	38
15.2	<i>Redevance</i>	38
15.3	<i>Garantie à première demande</i>	38
15.4	<i>Charges</i>	39
ARTICLE 16 - TRANSMISSION DES COMPTES ET CONTROLE COMPTABLE		39

ARTICLE 17 - PENALITES LIEES A L'EXECUTION DU CONTRAT DE CONCESSION	40
ARTICLE 18 – RESILIATION.....	46
18.1 <i>Résiliation aux torts exclusifs du Concessionnaire</i>	46
18.2 <i>Résiliation pour des motifs d'intérêt général</i>	46
18.3 <i>Résiliation en cas de procédure de liquidation judiciaire.....</i>	46
18.4 <i>Conséquence de la résiliation sur les redevances versées par le Concessionnaire .</i>	47
ARTICLE 19 - FIN DU CONTRAT ET SORT DES BIENS.....	47
ARTICLE 20 - MODALITES DE SOUS-CONCESSION ET CESSION	47
20.1 <i>Passation des contrats par le Concessionnaire : définition et conditions de recours à la sous-concession</i>	47
20.2 <i>Cession – Changement de contrôle</i>	48
ARTICLE 21 - DIFFERENDS ET LITIGES	49
ARTICLE 22 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	49
ARTICLE 23 - ANNEXES	49

CAHIER DES CHARGES

Préambule

Contexte :

L'Etablissement public du musée du Louvre (EPML) a pour missions de préserver, gérer et mettre en valeur les immeubles dont il est doté, d'assurer dans les musées et les jardins qu'il regroupe, et par tout moyen approprié, l'accueil du public le plus large et d'en développer la fréquentation. Dans le cadre des missions ainsi dévolues, le musée du Louvre peut conclure des contrats de concession de services et doit veiller à assurer la compatibilité de ces occupations domaniales avec un cadre historique exigeant.

Le domaine national du Louvre et des Tuileries comprend plusieurs jardins qui totalisent 30 hectares. Par la loi du 13 décembre 1913, le jardin des Tuileries a été classé, dans sa totalité, parmi les monuments historiques à partir du 18 avril 1914. En outre, par un arrêté du 6 août 1975, il est inscrit sur la liste des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général. Il est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1991, dans le cadre des « Rives de Seine ». Enfin, il s'agit d'un espace boisé classé au plan local d'urbanisme (PLU).

Depuis 2005, le jardin des Tuileries est rattaché au musée du Louvre pour permettre la visite d'un espace cohérent qui relie l'architecture du palais à l'art des jardins.

Historique :

Le jardin des Tuileries doit son nom aux ateliers de tuiliers et de potiers qui, à partir du Moyen Âge, ont exploité la terre alluvionnaire locale.

Au 16^e siècle, Catherine de Médicis, veuve du roi Henri II, a souhaité y créer un jardin à l'italienne, éloigné du Louvre où résidaient les rois de France, sous les fenêtres du palais des Tuileries qu'elle faisait construire. Ce palais a brûlé lors de la Commune en 1871, puis ses ruines rasées en 1882-1883, mais le nom de « jardin des Tuileries » ou, plus simplement, « Tuileries » est resté.

Quelques grands noms de paysagistes sont à retenir. D'abord André Le Nôtre, qui le redessine pour Louis XIV à partir de 1664 et innove en ouvrant la perspective des Champs-Élysées vers le lointain. Le jardin évolue d'un style italien vers un style français. Dans les années 1990, Pascal Cribier et Louis Benech l'ont rénové dans le cadre de l'opération « Grand Louvre » lancée par le président François Mitterrand.

D'abord royal, ce jardin est devenu dès le 17^e siècle un des premiers jardins parisiens ouverts au public. Au gré des changements de régime, son accès a été plus ou moins restreint, mais il est ouvert en totalité depuis 1871. D'abord réservé aux enfants royaux ou impériaux comme Louis XIII, Louis XV, le Roi de Rome et le prince impérial, le jardin est aujourd'hui dans sa partie Nord un terrain de jeux très apprécié de tous les enfants.

Dès le 18^e siècle, la fréquentation des Tuileries est devenue très dense et son animation a inspiré de nombreux peintres et photographes. Aujourd'hui encore, ce jardin attire les artistes amateurs ou professionnels et accueille l'avant-garde de la création. En outre, il s'agit d'un lieu de mémoire essentiel, où se sont déroulés des épisodes importants de l'Histoire de France : accueil d'hôtes de marque sous l'Ancien Régime, fêtes sous la Révolution, mariage de Napoléon ; depuis le 19^e siècle, innombrables ont été les concerts et cortèges militaires, banquets politiques et inaugurations de monuments. Cette tradition de fêtes et de commémorations à la fois officielles et populaires est toujours vivace aujourd'hui.

Désormais situé au cœur de la capitale, près du Louvre qui est le musée le plus fréquenté au monde, et accueillant le musée de l'Orangerie et la Galerie du Jeu de Paume, le jardin des Tuileries est avant tout un lieu d'agrément, où le promeneur vient s'oxygéner et trouver le calme tout en jouissant d'un véritable « musée en plein air ». Des statues ont commencé à l'orner au début du 18^e siècle. Depuis, il n'a cessé de s'enrichir d'œuvres de première importance. Quant au patrimoine végétal, il est riche et varié, avec plus de trente-cinq espèces d'arbres. Dans le « Grand Couvert » - partie boisée à l'Ouest - ceux-ci dispensent ombre et fraîcheur, tandis qu'à l'Est, les parterres fleuris du « Grand Carré » mêlent les plantes vivaces et annuelles en des combinaisons subtiles.

Diverses manifestations sont accueillies chaque année comme Art Basel, la foire internationale d'art contemporain qui déploie des œuvres dans le jardin à l'automne ou la mode avec un salon professionnel et un défilé au printemps et à l'automne. En été, un grand jeu familial, de petits spectacles, des concerts et autres animations sont proposés.

Le jardin des Tuileries est géré par la sous-direction des jardins du Louvre, qui en assure l'entretien et la mise en valeur, grâce notamment à une équipe de jardiniers d'art et à celui d'une conservatrice du patrimoine et d'une conductrice d'opération. Une équipe d'agents de la Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance (DAPS) du musée du Louvre, est dédiée au jardin des Tuileries et assure la sécurité des biens et des personnes notamment par des rondes régulières dans le jardin.

Lors de la restauration du jardin des Tuileries dans les années 1990, Antoine Stinco est choisi pour créer les kiosques de restauration qu'il dessine en optant pour la transparence des bâtiments afin de permettre une totale intégration au jardin.

Publics accueillis

Au cœur de Paris, le jardin des Tuileries forme un havre de verdure dans le prolongement du Palais du Louvre. Vaste espace de 22,4 hectares, il accueille chaque année environ 14 millions de visiteurs.

Il est difficile d'appréhender toutes les catégories de visiteurs qui sont réellement accueillies chaque année dans les espaces extérieurs du domaine national du Louvre.

Il est cependant précisé que la fréquentation du jardin des Tuileries est en majorité touristique, que les principaux flux de visiteurs se situent sur l'axe Est-Ouest ou Louvre-Concorde et que la passerelle Léopold Sedar Senghor crée un trafic transversal Nord-Sud dans le jardin. Il existe également un public de quartier composé de familles, de riverains, de personnels de bureaux, notamment.

En raison de sa localisation dans un jardin, l'espace de restauration dont l'exploitation fait l'objet de la présente consultation, est soumis à une forte saisonnalité en matière de clientèle. Le concessionnaire devra pouvoir faire face à des pics d'activité entrecoupés de périodes plus creuses et assurer une gestion continue toute l'année.

Le week-end (samedi et dimanche) voit en effet affluer un nombre important de visiteurs au jardin des Tuileries, soit autant de clients potentiels. En revanche, le mardi, jour de fermeture du musée du Louvre, est une journée moins génératrice de chiffre d'affaires.

L'activité est aussi fluctuante sur l'année, notamment du fait de la météo, avec une haute saison, allant d'avril à septembre, et une basse saison, d'octobre à mars.

Le chiffre d'affaires global de la restauration commerciale réalisé dans le jardin des Tuileries et le jardin du Carrousel par l'ensemble des titulaires de contrats de concession s'élevait à 10,77 millions d'euros hors taxe en 2023 et à 7,93 millions d'euros hors taxe en 2024. L'écart important entre ces deux années s'explique par l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques à l'été 2024 qui a fortement impacté l'activité du jardin des Tuileries.

Article 1 : Objet du contrat de concession et nature des activités

1.1 Objet du contrat

Le 16 avril 2014, l'EPML a conclu une convention d'occupation pour l'exploitation d'une activité de restauration du kiosque sud-ouest et de sa terrasse dans le jardin du Tuileries, dont le terme est fixé au 30 septembre 2026.

Afin d'assurer la continuité de l'exploitation, l'EPML a décidé de lancer une consultation, objet du présent cahier des charges.

1.2 Description des activités

Le futur concessionnaire (ci-après le « Concessionnaire »), sera attributaire d'un contrat de concession de services portant occupation et exploitation d'une activité de restauration. Le Concessionnaire assumera le risque lié à l'exploitation de ce service.

1.2.1 Attentes relatives à l'offre

L'offre du candidat, qui sera appréciée par l'EPML sur la base des critères énoncés à l'article 6.2 du règlement de consultation, doit être qualitative, à la hauteur de la notoriété du domaine national du Louvre et des Tuileries et cohérente avec le lieu prestigieux dans lequel elle s'intègre. Elle répond aux enjeux stratégiques détaillés ci-après.

- **L'offre doit répondre à l'ensemble des typologies de visiteurs du domaine national du Louvre et des Tuileries, et plus particulièrement du jardin des Tuileries (touristes français et internationaux, parisiens, clientèle locale « de bureau », ...), à travers :**
 - Une offre adaptée aux différents moments de consommation au fil de la journée, en proposant une gamme de produits diversifiée (sucré/salé) mais aussi changeante au gré des saisons permettant un respect de la saisonnalité des produits ;
 - Une flexibilité et une adaptabilité du service permettant de répondre aux attentes des différents profils de clients (pause déjeuner rapide de bureau vs expérience de visite des touristes) ;
 - Une politique d'accueil qualitative et intégrant le multilinguisme ;
 - Une politique tarifaire cohérente avec le concept proposé et adaptée au visitorat identifié.
- **Les aménagements, équipements et mobiliers doivent être performants, présenter une esthétique adaptée au site classé dans lequel ils s'intègrent tout en respectant ses contraintes :**
 - Le projet d'aménagement est parfaitement intégré au site dans le respect du kiosque créé par l'architecte Antoine Stinco et des prescriptions de l'EPML en termes de mobilier extérieur (cf. article 3.3.2 du présent cahier des charges) ;
 - Le projet d'aménagement doit garantir un aspect de propreté irréprochable, à la hauteur de l'image du domaine, et tenir compte des aspects liés au confort acoustique, olfactif et visuel des clients ;
 - Le projet du candidat doit s'adapter aux surfaces disponibles et proposer à l'intérieur du kiosque des solutions de rangement esthétiques, optimisées et dans le respect de la marche en avant et des contraintes d'approvisionnement du site ;

- Les éléments de décor, de mobilier et autres accessoires qui ne font pas l'objet de prescriptions de la part de l'EPML, doivent s'intégrer harmonieusement au lieu et sont sélectionnés dans un souci d'insertion patrimoniale exemplaire : sobriété notamment dans les coloris proposés, qualité et éco-responsabilité des matériaux sélectionnés, respect du patrimoine végétal et artistique environnant, cohérence avec l'offre et le concept.
- **L'offre est ambitieuse en terme de responsabilité socio-environnementale et ce, à plusieurs niveaux :**
 - L'offre produits garantit un sourcing de produits qualitatif, promouvant les produits locaux, dans le respect de la saisonnalité, et s'attachant à s'adapter aux différents régimes alimentaires (notamment végétarien) ;
 - La politique relative aux emballages des produits achetés s'inscrit dans la lignée de la loi AGECL et dans une démarche zéro-plastique ;
 - La gestion des déchets se fait dans une démarche de réduction des déchets et emballages et de lutte contre le gaspillage ;
 - La performance énergétique de l'exploitation passe par des équipements sélectionnés selon des critères d'efficacité énergétique, par une politique d'économie des ressources à laquelle le personnel est formé, ainsi que par le choix d'un approvisionnement faiblement émetteur de CO₂.

Il est attendu du candidat qu'il s'engage à offrir au public des prestations à un niveau constant de qualité et renouvelées pour rester en ligne avec ces tendances et axes stratégiques. Il est d'ores et déjà précisé que tous les éléments constitutifs de l'offre feront l'objet d'une validation du musée du Louvre.

De plus, au cours de la concession, toute modification substantielle par rapport à l'offre contractuelle sera soumise à l'EPML pour validation et pourra donner lieu à la conclusion d'un avenant.

Pour information, les chiffres d'affaires hors taxes de l'activité objet de la présente concession, pour les années 2022 à 2024 sont précisés ci-dessous :

2024	2023	2022
1 348 559 € HT	1 880 640 € HT	1 722 851 € HT

Les attentes relatives à la description de l'offre et du concept sont précisés dans l'article 4 du présent cahier des charges.

1.2.2 Politique tarifaire

Le musée du Louvre sera particulièrement attentif au niveau des prix pratiqués qui devra être justifié par la nature de l'offre proposée, ainsi que par la qualité du service.

Il est attendu du candidat qu'il propose une politique tarifaire détaillée et cohérente avec l'offre commerciale proposée et les cibles identifiées.

Le Concessionnaire devra afficher de manière claire, dans le point de vente, les prix pratiqués ainsi que les produits proposés à la vente.

Toute modification tarifaire au cours de la durée du contrat devra être soumise à la validation de l'EPML. La modification tarifaire sans validation préalable de l'EPML entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

Toute modification substantielle de la politique tarifaire par rapport à l'offre contractuelle du Concessionnaire pourra donner lieu à la conclusion d'un avenant.

Les modes de paiements doivent être adaptés à une clientèle internationale.

1.3 Désignation des lieux d'exploitation

L'espace concédé est situé dans le jardin des Tuileries, dans le grand Couvert, entre le Carré du Sanglier et l'allée Centrale (cf. annexe 1). L'espace attribué comprend le kiosque et une terrasse située à l'extérieur du kiosque dont le détail figure à l'article 3.1.

1.4 Intégration de la prestation dans le domaine

Les installations du Concessionnaire doivent s'intégrer tant dans leur forme conceptuelle que matérielle, au lieu exceptionnel et prestigieux qu'est le domaine national du Louvre et des Tuileries.

Le Concessionnaire doit exploiter son activité dans le respect des diverses contraintes liées au monument et au site.

Plus précisément, le candidat tient compte, dans la formalisation de son projet :

- du caractère de monument historique du jardin des Tuileries dans lequel il s'insère,
- des particularités d'un site naturel arboré classé,
- de la nécessité de personnaliser son enseigne et son identité graphique en cohérence avec le jardin des Tuileries,
- des contraintes spécifiques du jardin, notamment en termes d'accès, de livraison et de gestion des déchets
- des différentes procédures de validation relatives aux propositions d'aménagement,
- de mesures de développement durable adaptées.

1.5 Autorisation d'occupation du domaine public de l'Etablissement public du musée du Louvre

Le contrat de concession emportera pour le Concessionnaire autorisation d'occupation du domaine public du musée du Louvre pour les espaces visés à l'article 1.3 et 3.

Le Concessionnaire ne sera admis à exercer, au titre de cette autorisation, que les seules activités visées à l'article 1.2 du présent cahier des charges.

Le contrat de concession ne confèrera aucun droit réel (au sens de l'article L.2122-6 du Code général de la propriété des personnes publiques) au Concessionnaire sur les espaces du domaine public qui lui sont concédés.

Le Concessionnaire ne bénéficiera d'aucun droit au maintien dans les lieux tel qu'il est prévu par la législation en matière de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

Article 2 - Durée du contrat de concession

2.1 Durée du contrat de concession

Le contrat de concession prendra effet à compter de sa signature pour une durée de six (6) ans, renouvelable dans les conditions fixées à l'article 2.2.

2.2 Possibilité de reconduction

Le contrat de concession sera reconductible pour une durée de deux (2) ans dans la limite de deux (2) fois maximum, soit pour une durée totale maximale de dix (10) ans.

Il appartiendra au Concessionnaire de présenter une demande de renouvellement du contrat de concession de services six (6) mois au minimum avant l'échéance fixée.

La décision expresse de reconduction interviendra quatre (4) mois avant échéance du contrat. A défaut de réponse écrite du musée du Louvre dans ce délai, la demande de reconduction sera réputée rejetée.

Article 3 - Aménagement des lieux et équipements

3.1 Espaces et éléments mis à disposition lors de la remise des clés

Au titre du Code de la Construction et de l'Habitation, l'activité exercée par le Concessionnaire sera de type N (restaurants et débits de boissons).

Les espaces mis à disposition figurent sur les plans annexés au présent cahier des charges (annexe 1).

Le kiosque est composé d'un rez-de-jardin ouvert au public d'environ 80 m² et d'espaces techniques réservés aux cuisines et locaux techniques en sous-sol d'environ 80 m². Des toilettes accessibles aux personnes à mobilité réduite sont destinées à la clientèle en rez-de-jardin.

Le rez-de-jardin se compose d'une salle d'environ 35 places assises autour d'un ilot central servant de bar et d'espace d'envoi pour la salle et la terrasse.

Une terrasse composée de trois parties, l'une au Sud, l'autre au Nord et une dernière à l'Ouest du kiosque est mise à disposition, selon le plan de l'annexe 1. La terrasse a une capacité maximale de 260 places assises.

Le kiosque est concédé avec les équipements suivants (existant au 8 octobre 2025) :

Systèmes d'élévation

- 1 monte-charges
- 1 double monte-plat entre la cuisine en sous-sol et le bar en rez-de-jardin

Equipements sanitaires

- 2 ballons d'eau chaude
- 1 sanitaire public équipé d'une cuvette WC et d'un lave-main
- 1 cuvette WC et 2 bacs à douche dans les vestiaires au sous-sol

Chauffage, renouvellement de l'air

- 1 système de chauffage au sol

Réseau électrique

- 1 armoire CFO

Système d'évacuation

- 2 pompes de relevage
- 1 bac à graisse

L'EPML prévoit de réaliser des travaux de mise en conformité détaillés à l'article 3.4.1 ci-dessous.

Ces travaux nécessiteront une fermeture du kiosque au public à partir du 1^{er} octobre 2026 jusqu'en mai 2027, avant la réalisation de ses propres travaux par le Concessionnaire, selon un calendrier défini conjointement avec le musée du Louvre.

A noter que le Concessionnaire fera son affaire de l'application de l'article L122.12-2 du Code du Travail et de la prise en charge du personnel, y compris pendant les travaux.

3.2 Attendus de l'EPML de la part du Concessionnaire

Le candidat propose un aménagement intérieur et extérieur lui permettant d'exercer son activité, de répondre au mieux aux attentes des visiteurs et d'atteindre les objectifs fixés par le présent cahier des charges, notamment les enjeux stratégiques énumérés à l'article 1.2.1.

Il intègre à son business plan le détail des investissements en aménagements et équipements qu'il entend réaliser, étant précisé que les investissements effectués par le Concessionnaire doivent être amortis sur la durée initiale du contrat de concession, hors période de reconduction.

Le projet d'aménagement doit proposer des solutions de stockage optimisées et calibrées de manière suffisante pour garantir le rangement de l'ensemble des denrées et matériel nécessaire à l'exploitation. Le mobilier intérieur, l'aménagement de l'ilot central et de la salle doivent être harmonisés avec le design du kiosque, moderne, composé de verre et de bois et respecter les prescriptions présentées dans l'article 3.3 ci-dessous.

Le mobilier extérieur (tables, chaises, auvents, dessertes ...) doit s'intégrer de manière harmonieuse, autant dans sa forme esthétique que matérielle, à l'espace alloué. L'implantation de la terrasse est soumise à la validation du musée du Louvre en concertation avec la sous-direction des jardins du musée du Louvre et l'Architecte des Bâtiments de France.

3.3 Contraintes d'aménagement

3.3.1 Kiosque

L'aménagement du kiosque se fait dans le respect de la conception initiale d'Antoine Stinco en 1996. Les baies vitrées ne sont pas occultées et les volets en bois sont en position ouverte en journée pour garantir lumière et transparence.

Le parquet en bois existant doit être restauré mais ne peut pas être recouvert d'un carrelage ou de tout autre type de revêtement de sol.

L'aménagement du kiosque permet de faciliter l'accueil des personnes à mobilité réduite (PMR).

Le projet est compatible avec les caractéristiques des réseaux et équipements généraux auxquels il se raccorde (cf. article 9.3 du présent cahier des charges).

3.3.2 Terrasse

Le Concessionnaire installe une terrasse sur les trois surfaces concédées autour du kiosque, directement sur le sol stabilisé. L'implantation du mobilier est soumise à la validation du musée du Louvre. Il est à noter que le kiosque est composé de quatre faces qui doivent être traitées avec la même attention, chacune étant visible des visiteurs du jardin.

Pour l'implantation de la terrasse, le projet du candidat doit respecter les prescriptions ci-dessous.

Le positionnement des auvents est déterminé par l'EPML et précisé à l'annexe 1. Le modèle est soumis à la validation de l'EPML et s'inscrit dans les prescriptions de l'annexe 2.

L'implantation de parasols doit être limitée à la portion de terrasse ouest et, éventuellement, à l'extrémité de la terrasse sud (côté allée sous-couvert sud). Le modèle de parasols est soumis à la validation de l'EPML.

Afin d'assurer la protection des arbres, il est précisé que :

- la hauteur maximale des auvents et parasols ne peut excéder 2,80m ;
- la hauteur maximale entre l'extrémité du lambrequin et le sol ne peut excéder 2,30m ;
- la distance entre l'extrémité du lambrequin et les troncs ne peut être inférieure à 1 mètre ;
- les tables doivent être installées à plus d'1 mètre des troncs.

Il est précisé que le RAL qui doit être utilisé pour les auvents et les parasols est le rouge-brun 3011.

Un passage de 40 cm minimum doit être continuellement garanti le long de la mise à distance qui longe la petite salle verte sud, afin de permettre son entretien par les agents du Louvre. Le Concessionnaire veillera au respect d'interdiction de marcher sur la pelouse (voir annexe 1).

L'ensemble du mobilier s'inscrit de façon respectueuse dans l'architecture existante. Le mobilier de la terrasse a un aspect visuel proche de celui déjà présent au sein des autres concessions de restauration du jardin des Tuileries situées à proximité (notamment les kiosques sud-est et nord-est), et composé de sièges avec une assise lisse formée de lattes en bois parallèles fixées sur une ossature métallique et de tables à plateau bois sur pied métallique.

Pour les autres éléments mobiliers nécessaires au service, notamment desserte et poubelle, il est attendu qu'il soit intégré à l'implantation de la terrasse. Les modèles doivent être harmonisés avec le reste du mobilier.

L'ajout de végétation n'est pas autorisé. L'implantation de dispositifs de chauffage en terrasse est interdite. L'ajout de décors ou d'éléments lumineux sur les arbres est interdit.

Les porte-menu, au nombre de trois maximum, sont sélectionnés par le candidat selon les prescriptions de l'EPML en annexe 2 et sont intégrés dans son projet d'implantation (annexe 1).

Les modalités de gestion des files d'attente sont décrites dans le projet du candidat. S'il estime nécessaire de mettre en place des potelets, il doit les mentionner sur le plan d'implantation, sur la base du modèle indiqué en annexe 2.

L'implantation et l'utilisation du mobilier doivent respecter les arbres, les sculptures, les bancs et lampadaires du jardin des Tuileries et permettre le travail des jardiniers.

En hiver, il est précisé que le mobilier extérieur non utilisé est obligatoirement remis hors du jardin, notamment pour son entretien et sa bonne conservation, à la charge du Concessionnaire. Le stockage temporaire prolongé sur une partie de la terrasse est totalement exclu.

Toute modification ultérieure au cours de la concession sera soumise à la validation du musée du Louvre.

3.4 Principes généraux relatifs aux travaux initiaux dans les espaces

3.4.1 Travaux réalisés par le musée du Louvre avant la remise des clés

Le musée du Louvre va réaliser des travaux de rénovation et de mise en conformité des équipements proposés dans le kiosque pour l'exploitation du restaurant. Ces travaux portent en particulier sur :

- les pompes de relevage,
- les systèmes d'élévation,
- les chambres froides,
- le réseau électrique,
- le système de chauffage /climatisation,
- les sanitaires pour le personnel,
- les volets.

Les investissements du Concessionnaire sont calibrés pour compléter ces travaux.

3.4.2 Attendus de l'EPML vis-à-vis du Concessionnaire

En vue d'assurer l'unité du traitement architectural du jardin, l'aménagement de l'espace concédé se fera en relation avec le musée du Louvre et l'Architecte des Bâtiments de France.

Tout aménagement ainsi que toute modification par le Concessionnaire des équipements visibles de l'extérieur et touchant à l'esthétique du kiosque sont soumis à la validation du musée du Louvre, dans un souci d'insertion patrimoniale et de faisabilité technique et doivent être finalisés au plus tard deux (2) mois après la remise des clés.

Pour cette validation, les plans architecturaux envisagés, les plans techniques, les fiches techniques des équipements prévus et les notes de calcul associées pour les raccordements sur les réseaux existants de l'EPML devront être fournis par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire sera tenu de remettre à l'EPML les DOE comprenant les plans architecturaux, les plans d'implantation des équipements en format .dwg, les schémas et synoptiques, les fiches techniques des équipements, les notes de calcul ainsi que les contrôles réglementaires nécessaires dans le cadre des travaux effectués.

En l'absence d'autorisation, les éventuels travaux réalisés par le Concessionnaire feront l'objet d'une démolition et de la remise en état initial, à sa charge.

Les matériaux utilisés devront répondre aux exigences de l'article PE 13 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, approuvé par arrêté du 25 juin 1980 (ci-après le « Règlement ERP »), en termes de comportement au feu. Les procès-verbaux de réaction au feu des matériaux, en cours de validité, seront transmis au musée du Louvre.

Le Concessionnaire communiquera au musée du Louvre le détail précis des investissements en aménagements et équipements réalisés au plus tard un (1) mois après le début de l'exploitation.

La non-conformité des équipements et/ou du mobilier par rapport au projet initialement validé par les Parties entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

Article 4 : Description de l'offre et du concept

Le candidat propose une offre de restauration de qualité, qui s'intègre à l'environnement du jardin des Tuileries et est adaptée aux contraintes techniques du lieu. L'offre peut être pensée en complémentarité avec les autres concepts existants dans le jardin et à proximité. L'EPML ne souhaite pas que l'offre proposée porte sur un concept mono-produit. Cette offre doit s'adapter aux différents profils des visiteurs du jardin des Tuileries tels que décrits dans le préambule. De plus, le candidat doit s'assurer que son offre réponde aux enjeux stratégiques présentés dans l'article 1.2.1.

Le candidat précisera quelle sera sa clientèle cible et en quoi l'offre proposée est adaptée à cette dernière et au cadre spécifique du jardin des Tuileries.

4.1 Principes généraux relatifs à l'offre attendue

L'offre de restauration proposée se doit de tenir compte des évolutions des tendances alimentaires et des préoccupations des consommateurs, notamment :

- Manger sain et équilibré, avec une offre qui réduise la part de produits transformés (approvisionnement en produits frais et de qualité), privilégiant le « fait-maison », et des plats avec de bonnes qualités nutritionnelles ;
- Manger bio, en ayant recours autant que de possible à des produits issus de l'agriculture biologique et raisonnée ;
- Manger local, grâce à une offre qui privilégie les circuits courts et les produits de saison, ce qui implique un renouvellement régulier de la carte des mets proposés ;
- Consommer responsable, à travers une politique active de réduction des emballages et des déchets, et de recyclage.

4.2 Offre produits

Le candidat propose une offre de restauration en service à table, avec une carte courte capable de se renouveler régulièrement, en fonction des saisons. Il est attendu que les cartes évoluent tout au long du contrat de concession, afin de demeurer en adéquation avec les tendances de consommation du moment. Elles doivent également prendre en compte les enjeux environnementaux liés ainsi que la saisonnalité des produits proposés.

La fréquence de renouvellement devra être précisée par le candidat. Cette offre doit s'adapter aux différents moments de la journée (petit déjeuner, déjeuner, goûter, apéritif et dîner), et proposer ainsi une gamme de produits diversifiée tant dans les goûts (sucré/salé) qu'au niveaux des prix.

Le candidat propose également des formules, notamment un menu enfant afin de répondre aux attentes des familles.

Le musée du Louvre attend également que l'offre proposée prenne en compte l'évolution des régimes alimentaires (vegan, sans gluten...).

L'offre devra être construite en adéquation avec les conditions d'exploitations décrites au présent cahier des charges, particulièrement en matière d'approvisionnement et de stockage.

Le Concessionnaire sera tenu d'offrir au public des prestations à un niveau constant de qualité.

Enfin, le Concessionnaire devra garantir, par son organisation et ses procédés de fabrication, une démarche de traçabilité alimentaire.

Article 5 - Horaires de l'exploitation et ouverture tardive

5.1 Horaires de l'exploitation

Le jardin des Tuileries est ouvert tous les jours de la semaine :

- du dernier dimanche de mars au 31 mai : de 7h à 21h
- du 1^{er} juin au 31 août : de 7h à 23h
- du 1^{er} septembre au dernier samedi d'octobre : de 7h à 21h
- du dernier dimanche d'octobre au dernier samedi de mars : de 7h30 à 19h30

L'EPML attend du candidat qu'il propose des horaires d'ouverture adaptés à la saisonnalité de l'activité et aux horaires du jardin. Ainsi, l'activité doit être ouverte toute l'année mais les horaires et jours d'ouverture peuvent être adaptés en fonction des saisons.

Afin de ne pas perturber l'évacuation du jardin, le Concessionnaire devra terminer son service au moins une demi-heure avant l'heure de fermeture du jardin, orienter les clients vers la sortie, et le personnel et les clients devront être sortis au plus tard à l'heure de fermeture du jardin.

Les horaires d'ouverture et de fermeture pourront être modifiés après autorisation expresse et écrite du musée du Louvre en cas d'intempérie, de conditions climatiques particulièrement défavorables ou de tout événement exceptionnel sans que cela ouvre droit à une quelconque indemnisation au bénéfice du Concessionnaire (cf. annexe 6).

Les horaires d'exploitation devront être affichés en permanence et être visibles par tous les clients.

5.2 Prestations événementielles exceptionnelles

La privatisation totale des espaces concédés en vue d'une commercialisation événementielle est strictement interdite. Toutefois, le Concessionnaire peut accueillir de façon exceptionnelle des événements privés sous réserve qu'il obtienne l'accord préalable de l'EPML après transmission d'une demande quinze (15) jours à l'avance en précisant date, horaires, nombre de personnes et emprise utilisée selon un délai contractuel transmis par l'EPML. L'EPML se réserve la possibilité de refuser ces événements sans avoir à justifier des raisons de son refus et sans recours possible de la part du Concessionnaire.

Il est précisé qu'il est interdit de privatiser la terrasse à plus de vingt-cinq pour cent (25%). Une portion de la terrasse située côté sud peut être exceptionnellement utilisée pour l'organisation des événements préalablement validés par le musée du Louvre, conformément au plan en annexe 1. Il est précisé que la terrasse côté sud est avant tout dédiée à l'exploitation commerciale à destination des visiteurs du jardin. L'utilisation d'une portion des espaces concédés est également tolérée par l'EPML pour l'organisation d'activités telles que des parties de pétanque, en lien avec les événements accueillis sur la terrasse sud. Ce périmètre ne peut en aucun cas être dépassé par le Concessionnaire.

Dans le cas de demandes d'organisation d'événements dont la fin dépasse les horaires d'ouverture du jardin précisés à l'article 5.1, une procédure particulière est mise en place :

- Ces événements doivent rester exceptionnels. Il est interdit d'organiser plusieurs événements le même jour que ce soit à des horaires différents ou en simultané. Le Concessionnaire devra veiller à ce qu'il n'y ait pas plus de quatre (4) demandes d'événement par mois.
- Par exception aux délais mentionnés dans le premier paragraphe du présent article, la demande doit être formulée au minimum trente (30) jours avant la tenue de l'événement via un formulaire dûment rempli et transmis au service des concessions.

- Ces événements ne peuvent pas se terminer après 23h45 pour les invités et 00h45 pour le personnel du restaurant.

L'autorisation ne sera effective qu'à compter de la réception par le Concessionnaire de la réponse positive écrite de l'EPML.

- La présence d'un agent de surveillance de l'EPML jusqu'à quarante-neuf (49) invités et de deux agents à partir de cinquante (50) invités sera alors requise. Les frais de personnel de l'EPML employé pour les besoins de cette prestation sont pris en charge par le Concessionnaire, en ce compris les charges sociales, patronales et fiscales, au taux en vigueur au moment de la prestation. A titre d'information, au 30 juillet 2025, conformément à l'arrêté du 18 mai 2010 modifié portant application du décret n°2010-147 du 15 février 2010 modifié, le taux horaire par agent est le suivant :
 - o Trente-trois euros hors taxes (33 € HT) de 07h à 22h,
 - o Cinquante euros hors taxes (50 € HT) de 22h à 7h.

Toute heure commencée par un agent de la surveillance est due. En cas d'annulation d'un événement ayant nécessité la mobilisation d'agent(s) DAPS, le délai de prévenance est de 48h à l'avance. Au-delà de ce délai, les agents mobilisés sont rémunérés et le paiement des heures et du par le Concessionnaire.

Il est précisé qu'une heure supplémentaire est facturée, par agent, de 22h15 à 7h00, au titre du transport. A compter de 20h et pour toute prestation excédant trois heures (3h00), le Concessionnaire doit fournir un repas aux agents du musée du Louvre chargés de la surveillance.

La rémunération perçue par le Concessionnaire au titre de l'organisation de ces événements devra apparaître clairement dans les rapports sur les chiffres d'affaires décrits dans l'article 16. Elle sera incluse dans l'assiette de la redevance.

Il est précisé que la musique est interdite, quel que soit le type d'événement. Par ailleurs, les demandes d'ajout de décor doivent être soumises à la validation de l'EPML, étant précisé que ces éléments doivent être extrêmement sobres et qu'aucune décoration ne peut être autorisée sur les arbres environnants.

L'absence de respect de ces obligations entraîne l'application de pénalités contractuelles fixées à l'article 17 du présent cahier des charges.

Article 6 - Responsabilité Sociétale et Environnementale

6.1 Présentation des attentes globales

Le musée du Louvre à travers sa stratégie de Responsabilité Sociétale de l'Organisation et l'intégration du nouveau plan « Services publics écoresponsables » (février 2020) entend orienter les aspects sociaux, sociétaux et environnementaux de l'ensemble de ses activités vers un modèle soutenable et équitable, en accord avec le cadre légal et réglementaire suivant :

- [Circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables.](#) - Notamment la mesure 12 : A compter de juillet 2020 approvisionnement en produits de qualité et durables (50 % dont au moins 20 % de produits issus de l'agriculture biologique) dans les services de restauration collective et dans les prestations de frais de bouche lors du renouvellement des marchés ;
- [Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte \(www.legifrance.gouv.fr\)](http://www.legifrance.gouv.fr)
- [Loi AGECE](#) - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire

- [Loi Climat et Résilience](#) - Lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- L'article 24 de la **loi EGalim** qui impose à la restauration collective publique de proposer, à compter de 2022 : au moins 50% de produits durables ou sous signes d'origine ou de qualité dont minimum 20% de produits BIO y compris en conversion. Le musée du Louvre a pris en compte depuis 2021 ces mesures et souhaite que le Concessionnaire s'inscrive dans cette lignée.

Le musée du Louvre s'engage à traduire ses propres engagements auprès de ses prestataires et concessionnaires. Par conséquent, la relation avec le Concessionnaire est une composante importante de cette démarche écoresponsable. Tout au long de la concession, le Concessionnaire s'engage à mettre en place un plan de progrès sur les performances environnementales et sociales des activités concédées.

6.2 Développement durable

Le non-respect par le Concessionnaire des obligations listées ci-dessous entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

6.2.1 Phase de travaux et d'aménagement

Le Concessionnaire met en place des dispositifs pour améliorer les performances énergétiques de l'espace qu'il exploite au sein du jardin des Tuileries ainsi que des pratiques écoresponsables conformément aux circulaires du Premier ministre 6343/SG et 6363/SG.

Les équipements électriques nécessaires à la préparation, à la présentation, au stockage et à la conservation des aliments et plats devront être sélectionnés pour leur capacité à limiter les consommations d'énergie.

Les dispositifs d'éclairage, de climatisation, de chauffage incombant au Concessionnaire devront également être choisis afin de limiter les consommations d'énergie.

Les équipements devront permettre de limiter les consommations d'eau sur site.

6.2.2 Utilisation des équipements en phase d'exploitation

Tout au long du contrat, le Concessionnaire veille à maintenir ses équipements dans un état permettant de garantir leur performance énergétique. Il s'engage à remplacer les équipements lorsque cela s'avère nécessaire de façon à garantir des pratiques écoresponsables exemplaires.

Le Concessionnaire veille à ce que ses employés s'inscrivent dans cette démarche à travers la mise en place de bonnes pratiques et de gestes écoresponsables, ainsi que la mise en place de formations adéquates tout au long de la concession, notamment pour ce qui relève des économies d'eau et d'énergie.

6.2.3 Produits et denrées alimentaires

L'offre du candidat doit respecter les obligations contractuelles suivantes :

- La valeur totale d'achat de denrées alimentaires doit comprendre au minimum 10% de produits durables ou sous signes d'origine et de qualité dont produits labellisés AB ou équivalent ;
- L'ensemble des fruits et légumes proposés respectent le calendrier de saisonnalité ;
- L'ensemble des fruits et légumes proposés sont *a minima* d'origine U.E ;

- L'ensemble de la viande achetée est certifiée bleu blanc cœur, label rouge ou équivalent, d'origine UE ;
- L'ensemble des poissons proposés dans l'offre sont certifiés MSC ou dans une meilleure mesure labellisés AB ou équivalent ;
- Interdiction stricte de vente de produits contenant de l'huile de palme ;
- Au moins deux offres de produits salés et sucrés végétaliens (sans viande ni poisson ni fromage ni produit laitier ni œuf) sont proposées ;
- Au moins la moitié des produits exotiques type chocolats, cafés, sucre, thés et tout autre produit exotique non substituable proposés dans l'offre sont certifiés issus du Commerce Equitable ou équivalent.

6.2.4 Fournitures

Conformément à la loi applicable, le Concessionnaire mettra en place une politique zéro plastique, qui comprend :

- L'interdiction des contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe et de service en plastique ;
- L'interdiction des touillettes et pailles en plastique ;
- L'interdiction des bouteilles d'eau en plastique ;
- L'interdiction de distribution de sacs en plastique aux convives ;
- L'interdiction des contenants « plastiques recyclables » ou « plastiques compostables », ou présentant du carton à l'extérieur avec un film plastique intérieur.

Le Concessionnaire sera tenu de proposer les produits ci-après, dès lors qu'ils existent, éco labellisés ou écoresponsables :

- Papier (tickets/serviettes/essuie-mains...) : fibres vierges issues de forêts gérées durablement (labels FSC ou équivalent) ;
- Produits d'entretien et lessiviels : titulaires d'un écolabel officiel de type 1 ou équivalent ;
- Tickets (caisse, distributeurs) : exempts de bisphénol A.

Le Concessionnaire devra permettre de générer ou non, selon le choix du client, un ticket de caisse suite au paiement.

6.2.5 Déchets

6.2.5.1 Déchets organiques

Le Concessionnaire est encouragé à trier sélectivement les biodéchets alimentaires (préparation et restes de repas) conformément au décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011, à des fins de valorisation organique (méthanisation).

Le Concessionnaire devra procéder à la collecte sélective des huiles alimentaires usagées, et les valoriser conformément aux dispositions des articles R.543-3 à R.543-16 du Code de l'environnement.

Le Concessionnaire devra reporter le traitement de ses déchets organiques hors du domaine du Louvre et des Tuileries.

6.2.5.2 Déchets industriels banals

Le Concessionnaire devra collecter sélectivement tous ses déchets en s'inscrivant dans le cadre organisationnel du jardin des Tuileries tel que détaillé à l'article 10.3. De manière générale, il doit œuvrer à la réduction des déchets et emballages.

6.2.6. Approvisionnements

Pour la livraison de toute marchandise nécessaire à son activité, le Concessionnaire sera tenu de requérir chez ses prestataires l'utilisation de véhicules à faible émissions de gaz à effet de serre : normes d'émission Euro 5 ou 6, véhicules électriques ou hybrides.

6.2.7. Affichage

Le Concessionnaire sera tenu d'afficher les écolabels et pictogrammes avec la description des produits et des plats proposés tels que « Produit Local », « Produit de Saison », « Agriculture Raisonnée », « Agriculture Biologique », « Appellation d'Origine Contrôlée », « Appellation d'Origine Protégée », « Indication Géographique Protégée », « Label Rouge », « Fait Maison », « Plat végétarien » etc. sur ses cartes.

Le Concessionnaire sera tenu d'afficher la provenance des aliments, la liste des allergènes, ainsi qu'une information type « Nutri-score » à destination des clients.

Les modalités d'affichage de ces informations seront déterminées conjointement par l'EPML et le Concessionnaire.

6.3 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'EPML a décidé de faire application des dispositions de l'article L.3114-2 du Code de la commande publique en incluant dans le présent cahier des charges une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause sera applicable au contrat de concession.

Le Concessionnaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le non-respect des engagements d'insertion par l'activité économique entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

6.3.1 Les publics visés

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- Les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L.5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi

renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;

- Les personnes prises en charge dans le dispositif Insertion par l'Activité Économique (IAE), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les personnes résidentes des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et éloignées de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion doivent impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée d'exécution du contrat (6 ans)	
Lot unique	4 800 heures
Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour 2 années de reconduction du contrat	
Lot unique	1600 heures

6.3.2 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le Concessionnaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. A cet effet, il doit compléter et signer l'annexe 8 du présent cahier des charges. L'ensemble des actions mises en œuvre devront s'inscrire dans la durée du contrat de concession.

Le Concessionnaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

Le Concessionnaire pourra recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le Concessionnaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du contrat, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du contrat).

Un tuteur est nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise concessionnaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

Le Concessionnaire pourra faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du contrat de concession. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée**

Le Concessionnaire pourra sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du contrat à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

6.3.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'EPML a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Solange AWUKLU

Tomas MERINO

Chargés de projets clauses sociales et relation entreprises

solange.awuklu@epec.paris

01 84 83 07 07 / 07 56 19 05 80

tomas.merino@epec.paris

01 84 83 07 07 / 07 56 00 62 01

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- D'informer le Concessionnaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- D'accompagner le Concessionnaire dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- D'accompagner le Concessionnaire dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- D'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- D'informer et d'orienter le Concessionnaire en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- De suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

6.3.4 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par le Concessionnaire à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au Concessionnaire après la notification du contrat.

A la demande du musée du Louvre, le Concessionnaire fournira, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments seront envoyés à l'autorité concédante et aux destinataires suivants de l'EPEC :

Safia TAHIRI

Chargée du contrôle d'exécution

safia.tahiri@epec.paris

Solange AWUKLU

solange.awuklu@epec.paris

Tomas MERINO

tomas.merino@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

En tout état de cause, le Concessionnaire devra informer le musée du Louvre, par courrier recommandé avec accusé de réception, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le Concessionnaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

Le Concessionnaire s'engagera à étudier, à l'issue du contrat de concession, toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du contrat.

6.3.5 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le Concessionnaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants du Concessionnaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le Concessionnaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le Concessionnaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le Concessionnaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le Concessionnaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 PARIS

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

6.4 Politique d'accessibilité

Le musée du Louvre est extrêmement attentif à la mise en conformité avec les normes en vigueur et la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Le Concessionnaire proposera une politique d'accessibilité tenant compte de tous les types d'accessibilité (mobilité réduite, handicaps sensoriels). Il s'assurera également de la mise en conformité de ses aménagements avec les dispositions réglementaires en vigueur et les contraintes du jardin, et ce tout au long du contrat de concession.

Article 7 - Service et personnel

Le personnel sera entièrement à la charge et sous la responsabilité du Concessionnaire, qui se chargera, conformément à la législation en vigueur, de son recrutement, sa formation, sa rémunération, l'organisation de son travail et son encadrement.

La composition du personnel du Concessionnaire affecté à la concession, les critères de recrutement et l'organisation des équipes devront permettre d'assurer un service continu et de qualité.

Pour l'année 2024, la masse salariale relative à l'activité du kiosque du jardin des Tuileries s'élève à 284 000 € pour les contrats à durée indéterminée (CDI) correspondant à 8 équivalents temps plein (ETP) et à 108 000 € pour les contrats à durée déterminée (CDD) correspondant à 4 ETP.

Il est précisé que ces éléments sont donnés à titre indicatif et ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité du musée du Louvre.

Le candidat doit faire son affaire de l'application éventuelle des articles L.1224-1 et L.1224-2 du Code du Travail relatifs à la reprise du personnel.

7.1 Droit du Travail et Protection de la main-d'œuvre

Le ministère de la Culture a élaboré avec les organisations syndicales représentatives une charte sociale¹ visant à faire respecter les droits et obligations respectifs d'une part du ministère et d'autre part des prestataires amenés à travailler pour le compte du ministère et de ses opérateurs (dont le musée du Louvre) afin de mieux garantir les droits des salariés de ces prestataires et sous-traitants.

Le Concessionnaire est tenu de s'y conformer, notamment s'agissant des recommandations de l'Organisation Internationale du Travail, et de veiller plus particulièrement au respect de ses dix (10) conventions fondamentales :

- 1) Convention n°29 sur le travail forcé (1930-1939)
- 2) Convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948-1951)
- 3) Convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949-1951)
- 4) Convention n°100 sur l'égalité de rémunération (1951-1953)
- 5) Convention n°105 sur l'abolition du travail forcé (1957-1969)
- 6) Convention n°111 sur la discrimination (1958-1981)
- 7) Convention n°138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973-1990)
- 8) Convention n°155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- 9) Convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants (1999-2001)
- 10) Convention n°187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail (2006-2014)

¹ Charte sociale du ministère de la Culture et de la Communication concernant ses relations avec ses prestataires, signée le 17 décembre 2015. Lien URL : <https://share.google/yzGhxjHsrA3rcI8ve>

7.2 Obligations résultant du code du travail

7.2.1 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-1 du Code du travail ainsi qu'aux dispositions prises pour son application, précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du même code, le Concessionnaire transmettra au musée du Louvre tous les six mois jusqu'à la fin de la concession les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales.

7.2.2 Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8251-1, L.8254-1 et D.8254-2 à 8254-5 du code du travail, le Concessionnaire remettra à l'autorité concédante tous les six mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1. Sa date d'embauche ;
2. Sa nationalité ;
3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de salarié étranger, il fournira selon le même calendrier une attestation le précisant.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus seront déposées par le Concessionnaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le musée du Louvre à l'adresse suivante : <http://e-attestations.com>

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail, faute pour le Concessionnaire de s'acquitter des formalités mentionnées ci-dessus, et après mise en demeure restée infructueuse ou en cas d'absence de régularisation dans les délais impartis, le contrat de concession pourra être résilié, sans indemnité, aux frais et risques du Concessionnaire.

7.3 Qualification du personnel

Le musée du Louvre sera particulièrement attentif au professionnalisme du personnel, à son sens de l'accueil, ainsi qu'à ses qualifications.

Le personnel affecté à l'exploitation du service devra être en nombre suffisant pour répondre aux besoins des visiteurs. Dans l'ensemble, le Concessionnaire s'engagera à ce que le personnel affecté réponde à l'ensemble des exigences de qualité et de technicité requises pour les besoins de l'activité, afin d'assurer un service continu, rapide et efficace, sans rupture de charge à aucun moment de la journée. Par ailleurs, le personnel affecté doit impérativement parler couramment l'anglais en raison de la composition de la fréquentation à majorité étrangère et, si possible, d'autres langues étrangères, de telle sorte que la clientèle soit toujours assurée d'être comprise.

La tenue vestimentaire du personnel en face public doit être correcte et soignée.

7.4 Organisation

Le candidat doit tenir compte, dans sa proposition d'organisation, du fait que le jardin des Tuileries est un lieu très saisonnier. Le Concessionnaire devra, en effet, adapter son organisation aux variations saisonnières et aux périodes de forte affluence (week-ends, jours fériés, vacances scolaires, période estivale, etc.)

Le personnel du Concessionnaire devra se conformer aux règlements du domaine ainsi qu'aux consignes données par le musée du Louvre, notamment en matière de sécurité. Il s'engagera à respecter l'ensemble des règles sociales applicables à son personnel ainsi que la fiscalité afférente.

Le Concessionnaire devra s'engager à appliquer le cadre contractuel relatif à la gestion du personnel (convention collective et accords spécifiques le cas échéant). Il rémunérera l'ensemble du personnel, charges sociales, patronales et autres frais compris.

Article 8 - Marketing et communication

La politique marketing, communication et digitale du Concessionnaire permet de promouvoir son activité. Si elle doit refléter son identité et être en lien avec son concept, elle doit tout de même être alignée avec les attentes du musée du Louvre en termes de discours et d'image. Au début de l'exploitation, le Concessionnaire et le musée du Louvre se rencontrent pour définir le cadre des actions menées par le Concessionnaire.

Les principes généraux et attentes de l'EPML en la matière sont décrits dans les articles ci-dessous.

8.1 Dénomination sociale et enseigne

La dénomination sociale et l'enseigne relatives à l'activité objet de la présente consultation sont proposées par le candidat, en fonction du concept envisagé et sous réserve du respect des règles relatives à la protection de la propriété intellectuelle.

La déclinaison de l'enseigne sur les cartes ou supports signalétique autorisés (cf. article 3.3.2 ci-dessus) devra être sobre et s'intégrer de manière harmonieuse au jardin des Tuileries tout en étant cohérente avec le concept. Elle sera soumise à validation préalable du musée du Louvre.

Le musée du Louvre se réserve le droit de demander une adaptation éventuelle de la proposition qui lui sera faite.

8.2 Publicité

Le Concessionnaire ne pourra utiliser le nom du musée du Louvre, sa marque, son logo, son image ni tout autre signe le distinguant, en particulier l'image du domaine national du Louvre et des Tuileries et/ou l'image de la Pyramide, sans y être préalablement et expressément autorisé par le musée du Louvre.

L'utilisation non autorisée entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

Le Concessionnaire pourra effectuer des actions de communication et/ou d'information sur son activité exclusivement, avec l'accord préalable et écrit du musée du Louvre.

Il est rappelé au demeurant l'interdiction formelle de toute publicité sur le domaine national du Louvre et des Tuileries, en application des dispositions de l'article L.581-4 du code de l'environnement. Notamment, toute communication commerciale - publicitaire et/ou engendrant une association d'image avec l'EPML - relative aux éventuelles prestations événementielles organisées dans le cadre de l'article 5.2 du présent cahier des charges est prohibée. Toutefois, à l'intérieur du kiosque, la publicité peut être autorisée dans les conditions prévues aux articles L.581-2 et suivants du Code de l'environnement.

Par ailleurs, si le Concessionnaire souhaite effectuer des prises de vue et/ou un tournage sur le domaine national du Louvre et des Tuileries, il devra obtenir une autorisation préalable et expresse du musée du Louvre qui sera, le cas échéant, assujettie au paiement d'une

redevance dont le montant sera fixé conformément aux dispositions tarifaires en vigueur. Chaque autorisation de prises de vue et de tournage fera l'objet d'un contrat séparé.

Toute intervention de cette nature devra être organisée en coordination avec le musée du Louvre et sous son contrôle.

Dans tous les cas, le Concessionnaire s'abstiendra de faire toute communication directe ou indirecte, écrite ou orale, susceptible de porter atteinte à l'image, à la notoriété, la réputation, aux valeurs du musée du Louvre.

Le Concessionnaire fera son affaire du paiement des charges et des droits d'auteurs éventuels afférents à la communication, et ce, de manière à garantir le musée du Louvre contre tout recours, action, éviction, et/ou condamnation qui pourrait être fondé sur une revendication relative à des droits de propriété intellectuelle.

8.3 Supports de communication

L'activité objet de la concession participe pleinement à l'image et au rayonnement du domaine national du Louvre et des Tuileries.

Le musée du Louvre valorisera la présence de l'activité du Concessionnaire par divers moyens (dépliants, site internet, participation à des événements, réseaux sociaux...).

Afin de promouvoir l'image et l'actualité du musée, le Concessionnaire proposera un moyen de diffuser la documentation du domaine du Louvre à ses clients et de promouvoir son actualité (exemples : Foire Paris+, Campagne Tous Mécènes !). En outre, le Concessionnaire pourra s'appuyer sur les événements et l'actualité de l'EPML pour alimenter et enrichir son plan de communication, sous réserve de la validation préalable du musée du Louvre. A ce titre, l'EPML pourra communiquer les informations relatives à son calendrier événementiel et ses actualités au Concessionnaire, sur demande de ce dernier.

Ces actions de communication devront s'inscrire dans le respect de la politique générale de communication fixée par l'EPML qui se réserve, en cas de non-conformité, la possibilité d'émettre un avis contraire. En cas de désaccord de l'EPML avec le contenu, et sans action corrective de la part du Concessionnaire, les pénalités prévues à l'article 17 du cahier des charges sont applicables.

8.4 Actions commerciales

Au cœur du domaine du Louvre, le kiosque sud-ouest constitue un véritable pôle d'attractivité des visiteurs du jardin.

A ce titre, des actions marketing et commerciales peuvent être mises en place par le Concessionnaire en vue d'assurer la visibilité de son offre, de développer et dynamiser son activité et de fidéliser sa clientèle. Ces actions doivent être de qualité, adaptées au site et être cohérentes avec l'offre et le concept du candidat. Elles pourront notamment porter sur des événements marronniers ou sur des offres promotionnelles.

Le Concessionnaire pourra proposer des produits exclusifs ou thématiques autour de l'identité et de l'actualité du jardin et du musée. L'EPML pourra également le solliciter pour accompagner certaines prestations événementielles.

Ces offres seront élaborées conjointement avec l'EPML et soumises à sa validation préalable.

De plus, il est attendu du Concessionnaire de fidéliser les publics que sont les agents du musée à travers une réduction appliquée sur présentation du badge de 10% minimum. D'autres publics comme les étudiants, les prestataires du musée du Louvre et les intervenants occasionnels dans le cadre de l'organisation d'événements, comme par exemple, les équipes de montage de défilés de mode, peuvent être des bénéficiaires potentiels d'une politique de fidélisation proposée par le candidat.

Article 9 - Conditions d'exploitation

9.1 Contraintes du site

Il est rappelé que des contraintes particulières sont imposées au Concessionnaire au titre de la législation sur les Monuments Historiques. Ces contraintes concernent le caractère spécifique du domaine du Louvre et des éléments qui le constituent.

Dans le jardin des Tuileries, les arbres et le revêtement du sol (stabilisé), font partie du classement « monument historique » du jardin. Ils devront être préservés et respectés par le Concessionnaire et sa clientèle. Toute détérioration des parties aériennes (branches et troncs) et des parties souterraines des arbres feront l'objet de pénalités dont les modalités sont inscrites dans les Directives pour la sauvegarde des arbres rattachés à l'EPML (annexe 3).

Les travaux de remise en état suite à une dégradation du revêtement de sol du jardin, du mobilier ou des équipements installés par le musée du Louvre, par le Concessionnaire, ses prestataires ou sa clientèle seront entièrement pris en charge par le Concessionnaire selon l'article 10.2.

Dans le jardin sont installées des œuvres, sculptures de haute valeur patrimoniale, datant de la fin du 17^e siècle jusqu'à l'époque contemporaine. Il convient de les respecter afin de garantir leur conservation. En cas de dégradation d'une sculpture par le Concessionnaire, ses prestataires ou sa clientèle, sa restauration sera entièrement prise en charge par le Concessionnaire.

9.2 Travaux réalisés par le musée du Louvre

A l'exception des travaux initiaux décrits à l'article 3.4.1, pour tous les travaux et modifications que le musée du Louvre décide d'exécuter dans ou aux abords des espaces qui sont concédés au Concessionnaire (sol, réseaux, arbres, mobilier etc.), et si la durée des travaux excède huit (8) jours consécutifs ou perturbe de façon grave et continue l'exploitation, le Concessionnaire peut demander à être indemnisé, à proportion du préjudice subi dès lors qu'il aura apporté la preuve de la réalité dudit préjudice.

Le musée du Louvre préviendra le Concessionnaire au moins deux (2) mois à l'avance de la tenue des travaux, sauf cas d'urgence justifié pour des raisons de sécurité des personnes et des biens.

Le présent article ne s'applique pas aux travaux de mise en conformité à réaliser par le musée du Louvre à partir du 1^{er} octobre 2026 et décrits à l'article 3.4.1 du présent cahier des charges.

9.3 Branchement aux réseaux

Le musée du Louvre mettra à disposition ses réseaux d'eau et d'électricité, auxquels le Concessionnaire se raccordera. Il est précisé que tous travaux et raccordements sur les réseaux feront obligatoirement l'objet d'une validation préalable du musée du Louvre.

9.3.1 Réseau d'eau

Le raccordement aux réseaux d'eau sanitaire, en aval du compteur et l'évacuation d'eau usée, en aval des pompes de relevage, mis à disposition par le musée du Louvre sont à la charge du Concessionnaire.

Le musée du Louvre refacturera les consommations au Concessionnaire, sur la base des relevés effectués sur les sous-compteurs présents.

Pour des besoins d'exploitation et de maintenance, l'EPML pourra prévoir ponctuellement des coupures d'alimentation en eau dans le jardin des Tuileries. L'EPML en informera le Concessionnaire au préalable et dans les meilleurs délais, afin que les dispositions nécessaires puissent être prises.

En cas de défaut ou d'interruption de fourniture d'eau du fait du Concessionnaire, ce dernier doit aussitôt en informer le musée du Louvre par téléphone en s'adressant 24h sur 24h, 7 jours sur 7, à la vigie technique au 01.40.20.52.52.

9.3.2 Réseau électrique

Le musée du Louvre met à disposition du Concessionnaire un raccordement au réseau électrique type Tarif Jaune, conforme à l'activité envisagée. Il appartient au Concessionnaire d'adapter son abonnement et d'assumer directement avec le fournisseur d'énergie le paiement de ses consommations.

Il appartiendra au Concessionnaire d'adapter ses équipements à cette puissance.

Pour des besoins d'exploitation et de maintenance, l'EPML pourra prévoir ponctuellement des coupures d'alimentation en électricité dans le jardin des Tuileries. L'EPML en informera le Concessionnaire au préalable et dans les meilleurs délais, afin que les dispositions nécessaires puissent être prises.

9.3.3 Réseau internet et téléphone

Le musée du Louvre ne mettra pas à disposition du Concessionnaire de raccordement internet et téléphonique.

S'il le souhaite, il appartiendra donc au Concessionnaire de prendre en charge techniquement et financièrement la mise en place d'une box internet donnant notamment l'accès à une ligne téléphonique.

9.3.4 Assainissement

Le raccordement des eaux des cuisines au réseau d'eaux usées se fait obligatoirement par l'intermédiaire d'un séparateur de type « bac à graisses » selon les modalités prévues à l'article 10.3.2. L'installation du bac à graisse est à la charge du Concessionnaire, si le bac existant est de capacité insuffisante.

9.4 Approvisionnement

9.4.1 Contraintes spécifiques du jardin

L'approvisionnement de l'exploitation se fera conformément au règlement des cours, jardins, passages et péristyles du domaine national du Louvre et des Tuileries (annexe 4), aux directives pour la sauvegarde des arbres (annexe 3) et au livret de circulation dans le domaine national du Louvre et des Tuileries (annexe 5).

En cas de manifestations temporaires, des consignes spécifiques seront précisées dans le contrat. Les conducteurs/livreurs devront notamment :

- Respecter le plan de circulation (annexe 5) ;
- Respecter la priorité accordée aux piétons ;
- Rouler au pas (5 km/h maximum) ;

- Obtempérer aux injonctions des agents de la Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance (DAPS) ;
- Circuler avec feux et gyrophares allumés.

Le Concessionnaire veillera à ce que les dimensions du véhicule de livraison soient adaptées afin de respecter les branches des arbres du jardin.

Tout livreur qui ne respecterait pas le règlement, ou aurait un comportement inadapté ou mettrait en danger le public, se verra refuser l'accès au site pour la livraison.

Le personnel du Concessionnaire sera présent pour réceptionner toute livraison et assurer son rangement immédiat dans le kiosque. En effet, aucun stockage à l'extérieur du kiosque n'est autorisé, même temporaire.

9.4.2 Protocole de sécurité

En vertu de l'article R.4515-6 du Code du Travail, le Concessionnaire devra mettre en place avec chacun de ses livreurs un protocole de sécurité. Ce document aura notamment pour but d'informer le livreur sur ses obligations.

Il devra comporter au minimum :

- L'identité du responsable du lieu,
- Les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement (les caractéristiques du véhicule, son aménagement et ses équipements),
- Les consignes de sécurité à suivre lors des opérations de chargement ou de déchargement,
- Les moyens de secours en cas d'accident ou d'incident,
- Le lieu de livraison ou de prise en charge, les modalités d'accès et de stationnement aux postes de chargement ou de déchargement, accompagnées d'un plan et des consignes de circulation (cf. plan de circulation en annexe 5). Chaque véhicule devra avoir à disposition en permanence le protocole de sécurité dûment signé.

Article 10 - Maintenance et entretien

10.1 Maintenance

10.1.1 Maintenance des équipements

Le Concessionnaire doit assurer la maintenance de ses propres équipements mais également des équipements mis à sa disposition par l'EPML (cf. article 3.1).

Le Concessionnaire doit assurer un nettoyage régulier des systèmes d'extraction des installations de ventilation et de cuisson (article PE 18 – article PE4 §2).

Le Concessionnaire s'engage à la mise en place de contrats de maintenance par type de matériels, qu'il communiquera à l'EPML. Il transmettra également tous les rapports de contrôle établis par ses prestataires. Pour toutes les installations techniques, conformément à la réglementation code du Travail et des ERP, le Concessionnaire fournira une fois par an à l'EPML un rapport réglementaire délivré par un bureau de contrôle, conformément aux articles R.4226-16 à R.4226-18 du Code du travail.

En tout état de cause, le Concessionnaire devra veiller au strict respect de la chaîne du froid et faire son affaire du préjudice tenant notamment à la non-conservation de ses produits et/ou à la perte du chiffre d'affaires qui en résulte.

Le Concessionnaire devra assurer la maintenance des équipements destinés au secours contre l'incendie. Les extincteurs devront être modifiés annuellement (article PE 26 – article PE 4 §2 et MS38 §4 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)).

Les consignes de sécurité, d'alerte des sapeurs-pompiers, le système d'alarme d'évacuation et l'instruction du personnel devront être affichés (article PE 27).

Les matériaux utilisés devront répondre aux exigences de l'article PE 13 en termes de comportement au feu ; les procès-verbaux de réaction au feu des matériaux, en cours de validité, seront transmis au musée du Louvre.

L'absence ou le défaut de maintenance des équipements entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

10.1.2 Maintenance du clos et du couvert

Le Concessionnaire doit assurer la maintenance des baies vitrées, des volets et de la toiture. Pour chaque type d'intervention, il fera valider à l'EPML les prestataires choisis ainsi que les modes opératoires afin de s'assurer que les opérations de maintenance sont conformes aux contraintes et attentes de l'EPML. De même, la fréquence de chaque type d'intervention sera précisée par le Concessionnaire et soumise à l'approbation de l'EPML. Il fournira à l'EPML chaque année les rapports d'intervention de ses prestataires chargés de cette maintenance.

10.2 Obligations d'entretien

Tout au long de la journée, le Concessionnaire devra veiller à présenter les espaces exploités et leurs abords dans un parfait état de propreté. Il aura, en particulier, l'obligation d'entretenir lui-même et de nettoyer la surface des espaces qui lui seront concédés avec une attention particulière sur l'entretien du sol.

L'absence ou le défaut d'entretien des équipements entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

10.2.1 Kiosque

Le Concessionnaire sera tenu d'assurer à ses frais toutes les réparations et tous les travaux nécessaires pour maintenir son restaurant en bon état d'entretien, d'usage et de présentation, y compris volets, menuiseries extérieures, baies vitrées, équipements techniques, réseaux d'eau, évacuations etc.

Le Concessionnaire devra également faire contrôler l'état de l'étanchéité de la toiture par une entreprise spécialisée et transmettre le compte-rendu du contrôle au musée du Louvre, étant entendu que la toiture reste à la charge du musée du Louvre.

Le Concessionnaire devra prendre toutes les dispositions pour éviter le développement des insectes et autres nuisibles dans le cadre de la réglementation sanitaire applicable dans la profession et mettre en place un traitement préventif et curatif du salpêtre

S'agissant des volets et des boiseries, l'entretien doit être régulier et l'architecte créateur préconise le traitement par application de l'huile adéquate sur toutes les boiseries en doussié (éléments de façades et volets), une fois par an au minimum.

Les eaux grises du lavage intérieur devront être évacuées dans leur totalité par le Concessionnaire en dehors du jardin.

Le musée du Louvre se réserve le droit de faire visiter à tout moment par ses représentants le kiosque et de prescrire les réparations et travaux de remise en état rendus nécessaires par la négligence du Concessionnaire.

10.2.2. Espaces extérieurs

S'agissant de l'entretien extérieur, il doit être régulier. La prise en charge de l'évacuation régulière des feuilles mortes et des marrons sur la toiture du kiosque relève du Concessionnaire. Les gouttières doivent être en permanence exemptes de tout déchet végétal ou autre. Il convient également de nettoyer la verrière du toit et les parties en zinc avec les produits adaptés chaque année à minima et d'effectuer des contrôles régulièrement.

Le nettoyage annuel des mobiliers extérieurs devra être réalisé en dehors du domaine du Louvre. Pour l'entretien quotidien, il devra être effectué à l'eau claire, sans aucun jet d'eau (nettoyeur haute pression ou tuyau d'arrosage) afin de ne pas mettre en péril les arbres, très sensibles à l'humidité sur leurs troncs, la présence d'eau risquant de générer des suintements et/ou des dépêrissements.

Le Concessionnaire effectuera l'entretien quotidien de la terrasse selon les bonnes pratiques prescrites par le jardinier en chef du domaine du Louvre décrites ci-dessous :

- le revêtement du sol (stabilisé) devra être entretenu par ratissage (type râteau à gazon) par le Concessionnaire. Le balayage du sol est interdit car cette technique génère trop de poussière et érode le sol en place,
- l'usage des souffleurs est strictement interdit en raison des nuisances sonores et de l'érosion des sols.

Lorsque le sol de la terrasse nécessitera une remise en état, le Concessionnaire sollicitera l'EPML avant de faire réaliser les travaux dans les règles de l'art par un professionnel agréé, sous le contrôle du service des jardins.

Le Concessionnaire veillera à ce que rien ne soit disposé contre les troncs et les chaises d'arbres ni sur les racines des arbres, ou attaché autour. Il s'assurera que la distance d'un mètre minimum soit respectée entre le mobilier extérieur et le tronc des arbres.

Le Concessionnaire devra prévenir l'EPML en cas de constat de dégâts ou maladies sur un arbre situé à proximité de son kiosque.

10.3 Evacuation des déchets, eaux usées et graisses

10.3.1 Evacuation des déchets

Le Concessionnaire sera responsable de l'évacuation quotidienne hors du domaine du Louvre de tous les déchets liés à son exploitation.

Les déchets devront impérativement être évacués quotidiennement et ne peuvent en aucun cas être entreposés dans les containers ou bennes utilisés par le musée du Louvre.

Tout au long de la journée, les déchets devront être stockés exclusivement à l'intérieur du kiosque dans les containers de la Ville de Paris, dans le local dédié que le Concessionnaire devra avoir calibré en fonction de ses besoins. Le Concessionnaire est responsable de ses containers et de l'espace qui lui est dédié et doit, à ce titre, les tenir dans un état de propreté irréprochable.

En fin de service, le Concessionnaire devra transférer les containers vers la zone de collecte dédiée aux concessions du jardin (cf. annexe 1) et veiller à l'alignement le long du mur. Il devra impérativement récupérer ses containers chaque matin avant 9h. Il veillera à ce que ses

containers soient hermétiquement fermés en permanence afin d'éviter la prolifération des rats, corneilles et autres nuisibles. Aucun dépôt hors container n'est autorisé.

Plus largement, le dépôt par le Concessionnaire et ses préposés (personnel, prestataires, etc.) même momentanée de tout objet, de sacs poubelles ou d'emballages vides est interdit sur le domaine.

Le non-respect de ces obligations fera l'objet de pénalités (cf. article 17 du présent cahier des charges).

Le Concessionnaire s'engage à respecter le tri sélectif et mode de ramassage appliqués par la Ville de Paris dans le 1^{er} arrondissement.

10.3.2 Eaux usées et graisses

La vidange du bac à graisse sera effectuée par une entreprise spécialisée, mandatée par le Concessionnaire, à un rythme adapté à l'activité au regard de la capacité du bac, à minima une fois par mois en période de haute saison (d'avril à octobre). Les vidanges seront effectuées selon les préconisations du constructeur ou de l'installateur et après validation du musée du Louvre.

Le Concessionnaire fournira au musée du Louvre les justificatifs des interventions correspondantes y compris les bons de retraitement des graisses et les bordereaux de suivi de déchets.

La maintenance des pompes de relevage sera effectuée par une entreprise spécialisée, mandatée par le Concessionnaire, à minima une fois par mois. Les justificatifs des interventions seront transmis au musée du Louvre chaque mois.

Article 11 - Qualité et contrôle du niveau des prestations proposées

11.1 Contrôles sanitaires

Le Concessionnaire devra porter une attention toute particulière à l'hygiène et à la sécurité alimentaire de ses produits. Il garantira la sécurité des aliments, dans le respect de la réglementation applicable en ce domaine.

A cet égard, le Concessionnaire fait réaliser les analyses conformes aux règles de la profession par une société indépendante étant précisé qu'il devra se soumettre à l'ensemble des contrôles pratiqués par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et de la Direction des services vétérinaires. Un compte rendu systématique régulier de tous les résultats de ces contrôles sera communiqué au musée du Louvre.

En cas de manquement constaté, notamment sur la base de ce compte-rendu, l'EPML demandera la mise en place d'actions correctives. En l'absence de mise en place ou de non-respect de ces actions, les pénalités prévues à l'article 17 pourront être appliquées.

11.2 Contrôles qualité

Les prestations offertes au public devront présenter les critères de qualité qui guident l'ensemble des activités du domaine national du Louvre et des Tuileries. Le Concessionnaire s'engagera à assurer en permanence la réalisation intégrale de l'offre proposée. L'objectif est d'améliorer constamment la qualité globale de l'exploitation.

Le musée du Louvre se réserve le droit de faire évaluer par les moyens qu'il juge adaptés les prestations fournies par l'exploitant. Il pourra ainsi s'assurer du respect de cette qualité par

des visites inopinées effectuées par ses agents ou toute personne dûment mandatée par ses soins.

En fonction des résultats obtenus, le Concessionnaire proposera dans un délai d'un (1) mois, une réorientation ou une adaptation de son offre et/ou de sa communication.

La non-conformité du niveau de qualité de l'offre commerciale au regard de l'offre contractuelle validée entre les Parties entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

Le musée du Louvre fera un bilan avec le Concessionnaire sur les performances de l'exploitation après l'ouverture selon des modalités qui seront fixées au contrat.

11.3 Suivi de l'exploitation

La période de référence de la concession est fixée du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Chaque mois, le Concessionnaire communique au musée du Louvre des données de comptabilité analytique (chiffre d'affaires hors taxes mensuel, panier moyen, nombre de couverts, top produits, conditions climatiques ou événements particuliers, nombre de jours de fermeture exceptionnelle ...). Ces éléments sont communiqués au plus tard le 15 du mois suivant. La sélection exhaustive des informations transmises au musée du Louvre de même que le support de transmission sont élaborés conjointement avec le Concessionnaire avant le début de l'exploitation.

De plus, des réunions de suivi de l'exploitation récurrentes auront lieu avec le Concessionnaire. Leur mode de fonctionnement et leur fréquence seront fixées dans le contrat de concession.

Enfin, une fois par an, le Concessionnaire sera tenu de remettre un rapport d'activité afin de permettre la vérification et la bonne exécution du contrat. La date de transmission sera fixée dans le contrat de Concession. Ce rapport sera présenté par le Concessionnaire à l'occasion de la réunion de suivi d'exploitation succédant l'envoi du rapport.

Ce rapport comprend :

1. Les données comptables suivantes,

- a) Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
- b) Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- c) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- d) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- e) Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation.

2. **Les données techniques suivantes :**

- a) Le chiffre d'affaires annuel, avec une décomposition mensuelle et par nature de produits ;
- b) Le nombre de couverts annuel, avec une décomposition mensuelle – le mode de calcul du nombre de couverts étant précisé par le Concessionnaire et, autant que faire se peut, une étude des publics quantitative et qualitative permettant d'analyser la composition de la clientèle du restaurant ;
- c) Le ticket ou panier moyen annuel, avec une décomposition mensuelle ;
- d) Un état de suivi du programme contractuel en matière de maintenance préventive et curative des équipements (nombre d'interventions, temps d'attente, matériels concernés, etc.) ;
- e) Un état du suivi du programme contractuel de renouvellement des équipements ;
- f) Un tableau des amortissements actualisé de façon annuelle ;
- g) Le suivi de la masse salariale.

3. **Les données relatives aux aspects qualitatifs et sanitaires suivants :**

- a) Le bilan des analyses bactériologiques, prélèvements de surface et de tout autre investigation portant notamment sur l'hygiène ;
- b) Le bilan des changements de carte, tant pour l'introduction de nouveaux menus que pour les modifications tarifaires ;
- c) Les résultats des enquêtes de satisfaction ;
- d) Tout autre élément permettant d'apprécier la qualité du service exploité par le Concessionnaire, conformément à l'article L.3131-3 du code de la commande publique.

L'EPML se réserve le droit de demander au Concessionnaire d'autres informations et indicateurs de la qualité du service rendu.

4. **Les données relatives aux aspects de responsabilité sociétale et environnementale :**

- a) Un état récapitulatif de la quantité de dioxyde de carbone émise à l'occasion des prestations de transport effectuées dans le cadre de la concession (article L. 1431-3 du Code des transports).
- b) Le bilan carbone complet sur les scopes 1 à 3 de l'ensemble de sa prestation chaque année, réalisé selon la méthode officielle Bilan Carbone ²;
- c) Le bilan des activités menées dans le cadre de l'insertion sociale en lien avec l'EPEC (cf. article 6.3)
- d) La présentation d'un bilan annuel des actions menées et d'un plan de progrès pour l'année à venir sur les performances environnementales et sociales de l'activité concédée.

Les éléments sont fournis sous format numérique et selon les modalités définies par l'EPML et le Concessionnaire (word, excel...).

La non-production ou la production tardive ou incomplète sont sanctionnées par des pénalités contractuelles (cf. article 17).

² Source ADEME : <https://bilans-ges.ademe.fr/fr/accueil/contenu/index/page/m%25C3%25A9thodes%2Bde%2Bcalcul/siGras/0>.

Article 12 - Etats des lieux

Le musée du Louvre procédera contradictoirement avec le Concessionnaire, à plusieurs états des lieux :

- le premier lors de l'entrée dans les lieux et de la remise des clés à l'issue de la période de travaux réalisés par le musée du Louvre,
- le deuxième après la réalisation des travaux par le Concessionnaire
- le dernier à l'issue du contrat.

Pour ces constats, le musée du Louvre fera appel à un huissier de justice. Les coûts des constats seront partagés à parts égales entre le musée du Louvre et le Concessionnaire.

A la fin de la concession, le Concessionnaire sera tenu de rétablir les lieux dans leur état primitif et de faire disparaître toute trace de son occupation, sauf avis contraire du musée du Louvre.

Article 13 - Dispositions réglementaires et sécurité

13.1 Dispositions réglementaires

Le Concessionnaire devra satisfaire à toutes les obligations afférentes à l'exploitation de son activité.

Le Concessionnaire a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur applicables à son activité, notamment au Code du Travail, à la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité des produits alimentaires présentés à la vente (notamment les réglementations européennes et nationales subséquentes), à la réglementation en matière d'allergènes, à la réglementation en matière de salubrité publique (notamment édictée par la Préfecture de Police de Paris) et à la réglementation en matière de sécurité incendie. Il se conformera également à toute prescription émise par la Préfecture de Police de Paris au nom de la Commission de Sécurité et d'Accessibilité en ce qui concerne l'exploitation des installations dont il aura la charge.

Par ailleurs le Concessionnaire fera son affaire de l'obtention des licences de débit de boissons éventuellement nécessaires à son activité. L'EPML pourra lui demander de lui transmettre pour information les justificatifs relatifs à l'obtention desdites licences.

Enfin, il veillera au respect du décret n° 2025-582 du 27 juin 2025 relatif aux espaces sans tabac et à la lutte contre la vente aux mineurs des produits du tabac et du vapotage, aussi bien envers son personnel que sa clientèle.

13.2 Sécurité

Le Concessionnaire devra s'assurer que les espaces de circulation intérieurs et extérieurs demeurent en permanence libres de toute entrave aux déplacements du personnel du Concessionnaire, de l'EPML et de ses prestataires, ainsi que de la clientèle.

Le Concessionnaire devra installer des extincteurs adaptés aux risques et souscrire un contrat de maintenance adéquat, tout en proposant une formation adaptée à son personnel.

Le Concessionnaire assurera la surveillance et la mise en sécurité de son restaurant. Il veillera particulièrement à sécuriser la fermeture de son kiosque en dehors des horaires d'exploitation pour éviter toute intrusion, vol ou vandalisme.

Le Concessionnaire sera tenu de respecter les consignes émanant des équipes de la DAPS du musée du Louvre et de se conformer au dispositif de contrôle conforme au plan Vigipirate en vigueur à la date de signature du contrat de concession.

En complément du protocole de lutte contre la présence d'insectes dangereux (type guêpes ou frelons asiatiques) de l'EPML, en cas d'infestation, le Concessionnaire pourra mettre en place ses propres dispositifs anti-insectes supplémentaires, après validation du service des jardins.

Tout manquement du Concessionnaire dans le cadre de l'exécution de ses obligations contractuelles et réglementaires en matière de sécurité fera l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

Pour des raisons de sécurité, comme en cas de manifestation, d'intempéries importantes ou par ordre de la Préfecture, et conformément à l'annexe 6, l'activité du Concessionnaire pourra être temporairement interrompue à tout moment sans préavis et sans indemnisation.

Article 14 - Responsabilité et assurances

14.1 Responsabilité

Le Concessionnaire sera propriétaire de ses équipements, mobiliers et matériels pendant la durée d'exploitation et le demeurera au terme de la convention.

L'espace concédé et les équipements du Concessionnaire seront placés sous la responsabilité et sous la surveillance de ce dernier. L'EPML sera ainsi dégagé de toute responsabilité en cas d'effractions, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens

Le Concessionnaire sera seul responsable de tous les dommages résultant de ses activités, qu'ils soient causés par lui-même, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et qu'ils soient subis par lui-même, l'EPML, un tiers ou un usager.

14.2 Assurances

Au titre de sa responsabilité conformément à l'article précédent, le Concessionnaire devra contracter une assurance responsabilité civile professionnelle, auprès de compagnie d'assurance, bénéficiant de l'agrément de l'Etat, couvrant les dommages corporels sans limitation de somme, matériels, et immatériels causés à autrui (les tiers et les clients) ainsi que les dommages aux biens (locaux professionnels). Dans tous les cas de figure, le musée du Louvre entend être dégagé de toute responsabilité en cas d'incident.

Une copie de cette assurance sera fournie au musée du Louvre avant le début de l'exploitation puis chaque année pendant toute la durée du contrat.

Le défaut de production de l'attestation d'assurance du Concessionnaire ou sa non-conformité aux termes du présent article pourra entraîner la résiliation du contrat.

Article 15 - Conditions financières

15.1 Mode de rémunération du Concessionnaire

Le Concessionnaire se rémunère par la perception des recettes provenant de l'exploitation du point de vente.

A ce titre, il assurera la facturation et l'encaissement auprès des usagers du point de vente.

15.2 Redevance

Le Concessionnaire est tenu de verser annuellement au musée du Louvre :

- **Une redevance fixe**, consistant en un loyer décorrélé de tout résultat d'exploitation, due à compter de la remise des clés. Il est précisé que pour la période qui s'étend de la remise des clés au Concessionnaire (état des lieux d'entrée avant travaux faisant foi) au début de l'exploitation, selon les termes de l'article 12, la redevance fixe est réduite de 50%. A compter de la date de début de l'exploitation, la redevance fixe est due à 100%.
- **Une redevance variable**, proportionnelle au chiffre d'affaires, due à compter du début de l'exploitation.

La part variable de la redevance est calculée en appliquant au chiffre d'affaires hors taxe un taux de redevance unique correspondant à l'un des paliers suivants :

- de 0 à 1 400 000 euros ;
- à partir de 1 400 001 euros.

Pour chacun des exercices d'exploitation le taux de redevance applicable est celui du palier dans lequel se situe le chiffre d'affaires réalisé. Ce taux s'applique donc sur la totalité du chiffre d'affaires annuel.

Par exemple, si le taux proposé par le Concessionnaire est de 50% pour un CA HT inférieur à 1 400 000 € HT et de 100 % pour un CA HT supérieur à 1 400 000 € et que le CA HT réalisé sur l'année N est de 1 500 000€ HT, alors le taux de 100% s'applique sur la totalité du CA HT.

Le montant total de la redevance est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur.

Le montant de la redevance fixe fera l'objet d'une révision au 1^{er} janvier de chaque année et pour la première fois le 1^{er} janvier 2028, en fonction de l'indice des prix à la consommation IPC-Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 11.1.1 - Restaurants, cafés et établissements similaires (identifiant 1764232).

Le retard dans le paiement des redevances entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

15.3 Garantie à première demande

Le Concessionnaire devra fournir une garantie à première demande en couverture de l'ensemble des sommes à payer, établie conformément à l'article 2321 du Code Civil et au profit de l'agent comptable du musée du Louvre.

Cette garantie à première demande d'un montant à minima égal à la redevance fixe sera transmise à la signature du contrat et avant la date de début d'installation. Elle sera adressée à l'Agent comptable du musée du Louvre -75058 Paris Cedex 01. Il est à noter que l'installation du Concessionnaire sur l'espace concédé est conditionnée à l'obtention de la version originale de la garantie à première demande et à son acceptation par le musée du Louvre.

La Garantie à première demande devra s'étendre jusqu'au 31 décembre 2034.

15.4 Charges

La consommation d'eau fera l'objet d'une refacturation annuelle de la part de l'EPML auprès du Concessionnaire. Le montant facturé sera fixé sur la base des relevés de compteurs effectués, au tarif appliqué par le fournisseur à l'EPML.

Le retard dans le paiement des charges entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 17 du présent cahier des charges.

Article 16 - Transmission des comptes et contrôle comptable

En plus des éléments de reporting mensuels et des données fournies au titre du rapport annuel (cf. article 11.3), le Concessionnaire devra, sur simple demande, présenter au musée du Louvre tout document relatif à l'exploitation de son service ainsi qu'à sa gestion et notamment :

- les pièces de comptabilité ;
- le cas échéant, les contrats passés avec des tiers pour l'exécution du contrat de concession ;
- les éléments relatifs à la masse salariale (effectif, nature des contrats de travail...).

Le Concessionnaire sera également tenu de communiquer au musée du Louvre son chiffre d'affaires annuel certifié au plus tard le 31 mai de l'année N+1. Le chiffre d'affaires annuel transmis au musée du Louvre sera accompagné du rapport général du commissaire aux comptes ou d'une attestation de l'expert-comptable. Dans le cas où le Concessionnaire exploite plusieurs établissements, le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable de la société du Concessionnaire devra certifier ou attester la comptabilité analytique de l'établissement faisant l'objet du contrat de concession avec le musée du Louvre.

Le musée du Louvre pourra exercer, par l'intermédiaire notamment d'un commissaire aux comptes ou des services compétents du musée du Louvre, tout contrôle sur pièce ou sur place pour s'assurer de l'exactitude et l'exhaustivité du chiffre d'affaires servant de base au calcul de la redevance. En cas d'écart défavorable au musée du Louvre, le Concessionnaire sera redevable du montant complémentaire de redevance, ainsi que de pénalités correspondant à 1% de l'écart constaté sur l'assiette de calcul et des frais encourus dans le cadre du contrôle exercé (honoraires du commissaire aux comptes, par exemple).

La comptabilité du Concessionnaire devra comporter un compte spécial annuel constatant les travaux réalisés.

Article 17 - Pénalités liées à l'exécution du contrat de concession

En cas de manquement du Concessionnaire à l'une de ses obligations, le musée du Louvre aura la possibilité de procéder à l'application de pénalités pour retard, carence ou dysfonctionnement.

Ces pénalités, détaillées ci-dessous, seront cumulables et applicables sans mise en demeure préalable (sauf mention contraire dans le tableau ci-dessous).

<u>TYPOLOGIE</u>	<u>MONTANT</u>	<u>MECANISME D'APPLICATION</u>
<u>PENALITES LIEES AUX TRAVAUX ET A L'AMENAGEMENT</u>		
<p><i>Non-conformité des travaux initiaux ou des travaux en cours de concession par rapport au projet validé par les Parties</i></p> <p><u>Cf. article 3 du cahier des charges</u></p>	<u>150 €</u>	<p>Pénalité forfaitaire : appliquée par éléments non-conforme, dès constat par l'EPML (par courriel ou par courrier) de la non-conformité des travaux, des équipements et/ou du mobilier installés sur l'espace concédé sans préjudice de la mise en conformité des travaux par rapport au projet validé par les Parties.</p>
<p><i>Défaut de correction dans les délais impartis fixés entre les Parties, de défauts affectant les ouvrages, constatés lors de l'état des lieux post-travaux considérées comme imputables au Concessionnaire.</i></p> <p><u>Cf. article 3.4.2 du cahier des charges</u></p>	<u>100 €</u>	<p>Pénalité journalière : L'EPML acte par écrit (courriel) le début du retard constaté. La pénalité s'applique à compter du constat de dépassement du délai fixé entre les parties pour corriger les défauts jusqu'au constat de la livraison des travaux (acté par courriel par l'EPML).</p>
<p><i>Intervention sur des éléments intangibles du kiosque d'Antoine Stinco sans validation préalable du musée du Louvre</i></p> <p><u>Cf. article 3.3.1 du cahier des charges</u></p>	<u>600 €</u>	<p>Pénalité forfaitaire : appliquée dès le constat de l'altération par l'EPML sans mise en demeure préalable et sans préjudice de la réparation du dommage subi qui pourra être obtenue par voie amiable ou le cas échéant par voie contentieuse.</p>
<p><i>Défaut d'entretien et de maintenance des équipements résultant de la négligence du Concessionnaire</i></p> <p><u>Cf. articles 10.1 et 10.2 du cahier des charges</u></p>	<u>200 €</u>	<p>Pénalité journalière (par jour calendaire) : appliquée après signalement au Concessionnaire d'un défaut manifeste d'entretien ou de maintenance des équipements techniques dont il a la charge, et non corrigé dans un délai de quinze (15) jours.</p> <p>Le constat de défaut d'entretien/maintenance est acté par courriel ou par courrier de l'EPML.</p> <p>La pénalité s'applique jusqu'à constat par l'EPML (par courriel ou par courrier) de la réalisation de l'entretien / maintenance nécessaire.</p>

<p>Défaut de réalisation de travaux jugés nécessaires à réaliser par le Concessionnaire pour l'exploitation de son activité dans les délais fixés entre les Parties</p> <p><u>Cf. article 10.2.1 et 10.2.2 du cahier des charges</u></p>	<p><u>500 €</u></p>	<p>Pénalité journalière : appliquée à compter du dépassement du délai fixé entre les Parties pour réaliser les travaux.</p> <p>Le début de retard et le constat de la réalisation des travaux sont notifiés par écrit par l'EPML par courriel.</p>
<p>Travaux et entretien liés à la fin de la concession, non réalisés dans les délais fixés entre les Parties</p> <p><u>Cf. article 12 du cahier des charges</u></p>	<p><u>600 €</u></p>	<p>Pénalité journalière : appliquée en cas de retard dans la levée des réserves constatées dans l'état des lieux de sortie selon les délais impartis, par jour de retard constaté et par réserve non levée. Les pénalités s'appliquent jusqu'au constat de la livraison des travaux.</p> <p>Le début du retard et le constat de la livraison des travaux en conformité avec des demandes de modifications sont actés par écrit (courriel) par l'EPML.</p>

<u>PENALITES LIEES A L'EXPLOITATION</u>		
<p>Absence prolongée d'ouverture du point de vente conformément aux horaires d'ouverture fixés par le contrat de concession sans information préalable de l'EPML</p> <p><u>Cf. article 5.1 du cahier des charges</u></p>	<p><u>200 €</u></p>	<p>Pénalité journalière : appliquée au-delà d'un jour de fermeture du kiosque, par jour de fermeture, dès le constat par le musée du Louvre de ladite fermeture acté par courriel ou par courrier de l'EPML.</p>
<p>Modification du planning d'ouverture du point de vente fixé par le contrat de concession sans validation préalable de l'EPML</p> <p><u>Cf. article 5.1 du cahier des charges</u></p>	<p><u>300 €</u></p>	<p>Pénalité forfaitaire : appliquée dès constat de l'EPML par courriel.</p>
<p>Dépassement des horaires de sortie du personnel autorisé sans information préalable auprès de l'EPML</p> <p><u>Cf. article 5.1 du cahier des charges</u></p>	<p><u>200 €</u></p>	<p>Pénalité forfaitaire : appliquée au bout de trois manquements constatés par l'EPML par courriel.</p>

<p>Modification ponctuelle des horaires d'ouverture du restaurant fixés par le contrat de concession sans information préalable de l'EPML</p> <p><u>Cf. article 5.1 du cahier des charges</u></p>	<p><u>100 €</u></p>	<p>Pénalité forfaitaire : appliquée pour chaque manquement constaté par courriel de l'EPML, au-delà de deux manquements au devoir d'information préalable constatés sur une période de trois (3) mois.</p>
<p>Organisation de prestations privées dans ou en dehors des horaires d'ouverture du jardin des Tuileries sans accord préalable de l'EPML</p> <p><u>Cf. article 5.2 du cahier des charges</u></p>	<p><u>300 €</u></p>	<p>Pénalité forfaitaire : appliquée pour chaque manquement constaté par courriel de l'EPML sans mise en demeure préalable.</p>
<p>Dépassement du périmètre autorisé par l'EPML pour l'organisation d'activités événementielles conformément au périmètre autorisé en annexe 1</p> <p><u>Cf. article 5.2 du cahier des charges</u></p>	<p><u>200 €</u></p>	<p>Pénalité forfaitaire : appliquée dès constat de l'EPML par courriel</p>
<p>Non-respect des interdictions et conditions posées par l'EPML dans le cadre de l'organisation de ses prestations événementielles exceptionnelles (décor non validé, musique...)</p> <p><u>Cf. article 5.2 du cahier des charges</u></p>	<p><u>100 €</u></p>	<p>Pénalité forfaitaire : appliquée par manquement dès constat de l'EPML par courriel</p>
<p>Manquement du Concessionnaire à l'exécution de ses obligations réglementaires</p> <p><u>Cf. articles 13.1 et 13.2 du cahier des charges</u></p>	<p><u>250 €</u></p>	<p>Pénalité forfaitaire : appliquée par manquement non corrigé dans un délai de 48h après constat par l'EPML (par courriel).</p>
<p>Absence de mise en place d'actions correctives ou non-respect des mesures correctives relatives à l'hygiène et à la sécurité alimentaire</p> <p><u>Cf. article 11.1 du cahier des charges</u></p>	<p><u>200 €</u></p>	<p>Pénalité journalière : Après notification (par courriel) de l'EPML de mettre en place les mesures correctives, si aucune action corrective n'est mise en place dans un délai de 20 jours, application journalière de la pénalité au terme de ce délai, jusqu'à constatation de la mise en place des mesures correctives (par courriel).</p>
<p>Non-respect des règles relatives à la mise en sécurité du kiosque</p> <p><u>Cf. article 13.2 du cahier des charges</u></p>	<p><u>200 €</u></p>	<p>Pénalité forfaitaire : Appliquée par constat de l'EPML au bout de trois (3) manquements adressée par courriel.</p>

<p><i>Non-conformité de la qualité de l'offre commerciale (qualité de la prestation, qualité de service, niveau de gamme, rapport qualité-prix) par rapport aux obligations contractuelles</i></p> <p><u>Cf. article 11.2 du cahier des charges</u></p>	<p><u>300 €</u></p>	<p>Pénalité forfaitaire : Au bout de trois (3) manquements constatés par le musée du Louvre ou tout organisme dûment mandaté par lui (visites mystères, remarques visiteurs...), l'EPML signifie au Concessionnaire les manquements (par courriel) et fixe un délai dans lequel le Concessionnaire doit remédier aux manquements constatés.</p> <p><i>En l'absence de remédiation dans ledit délai le Concessionnaire encourt l'application de la pénalité pour chaque manquement constaté.</i></p>
<p><i>Manquement du Concessionnaire relatif à ses obligations en termes de gestion des déchets</i></p> <p><u>Cf. article 10.3 du cahier des charges</u></p>	<p><u>200€</u></p>	<p>Pénalité journalière : Appliquée par constat de l'EPML au bout de trois (3) manquements adressée par courriel.</p>
<p><i>Modification tarifaire en cours de concession sans validation préalable de l'EPML</i></p> <p><u>Cf. article 1.2.2 du cahier des charges</u></p>	<p><u>100 €</u></p>	<p>Pénalité journalière (par jour calendaire) : appliquée à compter du lendemain du constat par l'EPML (par courriel ou par courrier) de la modification des tarifs sans validation préalable.</p> <p><i>La pénalité s'applique jusqu'au retour au prix initial ou jusqu'à la validation de l'EPML des tarifs modifiés.</i></p>
<p><i>Absence de mise en place d'actions correctives ou non-respect des mesures correctives relatives à l'exploitation arrêtées par les Parties lors de la présentation du rapport annuel</i></p> <p><u>Cf. article 11.3 du cahier des charges</u></p>	<p><u>100 €</u></p>	<p>Pénalité journalière : Après notification (par courriel) de l'EPML de mettre en place les mesures correctives, si aucune action corrective mise en place dans un délai de 20 jours ; application journalière de la pénalité par lieu, jusqu'à constatation de la mise en place des mesures correctives (par courriel).</p> <p><u>Mode de saisine : acté par constat de l'EPML après expiration du délai de 20 jours.</u></p>

PENALITES LIEES A LA RESPONSABILITE SOCIALE ET SOCIETALE DE L'ENTREPRISE

<p>Non-respect des obligations contractuelles relatives à la politique de développement durable</p> <p><u>Cf. article 6.2 du cahier des charges</u></p>	<p align="center"><u>150 €</u></p>	<p>Pénalité forfaitaire : appliquée par manquement constaté sur la base des engagements fixés contractuellement.</p> <p><u>Mode de saisine : acté par le contrôle de l'EPML ou tout organisme dûment mandaté par lui (par courriel).</u></p>
<p>Non-respect des engagements relatifs à l'insertion par l'activité économique</p> <p><u>Cf. article 6.3 du présent cahier des charges</u></p>	<p align="center"><u>60 €</u></p>	<p>Pénalité appliquée : en cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser conformément au contrat de concession, constaté par l'envoi d'un courriel par l'EPML.</p> <p>Cette pénalité s'applique par heure d'insertion non réalisée.</p>
	<p align="center"><u>75 €</u></p>	<p>Pénalité journalière (par jour calendaire de retard) : en cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion.</p> <p>Cette pénalité est appliquée après mise en demeure par l'EPML par courriel ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse dans le délai de quinze (15) jours suivant sa réception.</p>

PENALITES LIEES A LA COMMUNICATION, LA COMMERCIALISATION ET LE MARKETING

<p>Défaut d'actions correctives suite à la réalisation d'actions de communication, marketing ou commerciales ayant reçu un désaccord de l'EPML</p> <p><u>Cf. article 8.3 du cahier des charges</u></p>	<p align="center"><u>150 €</u></p>	<p>Pénalité journalière (par jour calendaire) : appliquée après notification par l'EPML (par courriel) de retirer ou modifier le contenu, si aucune action corrective n'est mise en œuvre dans un délai de 2 jours.</p> <p>Les pénalités s'appliquent jusqu'à constat par l'EPML (par courriel) du retrait ou de la modification de la publication.</p>
--	---	--

Utilisation non autorisée de l'image de la Pyramide, du domaine, du logo, de la marque ou de tout autre signe distinguant le Louvre <u>Cf. article 8.2 du cahier des charges</u>	<u>1 500 €</u>	Pénalité journalière (par jour calendaire) : appliquée après notification par l'EPML (par courriel ou courrier) de retirer ou modifier le contenu, si aucune action corrective n'est mise en place dans un délai de deux (2) jours, sans préjudice de la réparation du dommage subi qui pourra être obtenue par voie contentieuse. Les pénalités s'appliquent jusqu'à constat par l'EPML (par courriel) du retrait ou de la modification de la publication conformément à la demande de l'EPML.
---	----------------	---

PENALITES LIEES AU PAIEMENT DES CHARGES ET REDEVANCES

Retard dans le paiement des redevances et charges refacturées au Concessionnaire <u>Cf. article 15.2 et 15.4 du cahier des charges</u>	<u>500€</u>	Pénalité journalière (par jour calendaire de retard) : appliquée dès le premier jour de retard de paiement.
---	-------------	--

PENALITES LIEES A LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS CONTRACTUELS NECESSAIRES AU SUIVI ET AU CONTROLE DE LA PRESTATION

Retard dans la transmission des reportings mensuels dans les délais fixés contractuellement <u>Cf. article 11.3 du cahier des charges</u>	50 €	Pénalité journalière : Le Concessionnaire dispose d'un délai de 15 jours jusqu'au début du mois suivant pour fournir le reporting du mois précédent. Au-delà de ce délai (soit à compter du 16 ^{ème} jour), en cas de difficulté à tenir ce délai, il a une obligation d'information auprès de l'EPML qui fixe une date de remise retardée exceptionnelle. Dans ce cas, et en cas de défaut de remise du reporting mensuel, la pénalité s'applique à compter du jour suivant la nouvelle date de remise du rapport fixée par les parties. Sans information préalable, une pénalité de 50€ par jour de retard est applicable sans mise en demeure à compter du 16 ^{ème} jour.
Non-production ou production incomplète du rapport annuel contractuel <u>Cf. article 11.3 du cahier des charges</u>	100 €	Pénalité journalière : L'absence de production du bilan annuel contractuel dans les délais impartis entraîne l'application de la pénalité après mise en demeure par l'EPML par courriel ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse dans le délai de quinze (15) jours suivant sa réception.

<i>Non-production ou production incomplète des éléments relatifs à la masse salariale, visés à l'article 11.3 et à l'article 16 du présent cahier des charges et selon les délais contractuels</i>	100 €	Pénalité journalière : La production incomplète des éléments relatifs à la masse salariale visés dans le CDC selon les délais impartis, entraîne l'application de la pénalité après mise en demeure par l'EPML par courriel ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse dans le délai de quinze (15) jours suivant sa réception.
<i>Non-production du chiffre d'affaires certifié dans les délais fixés par le contrat Cf. article 16 du cahier des charges</i>	200 €	Pénalité journalière : appliquée par jour de retard après mise en demeure par l'EPML par courriel ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse dans le délai de quinze (15) jours suivant sa réception.

Article 18 – Résiliation

18.1 Résiliation aux torts exclusifs du Concessionnaire

En cas de manquement du Concessionnaire, à ses obligations au titre du contrat, de nature à compromettre la poursuite de l'exécution de ce dernier dans des conditions normales, le musée du Louvre pourra en prononcer la résiliation de plein droit sans formalité judiciaire, sous la seule réserve d'une mise en demeure dûment motivée, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au Concessionnaire et restée sans effet à l'expiration d'un délai de deux (2) mois à compter de sa réception.

Dans ce cas, le Concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation de la part du musée du Louvre. En outre, les éventuelles conséquences onéreuses de ladite résiliation pourront être, le cas échéant, mises à la charge du Concessionnaire. Cette résiliation peut ainsi être prononcée à ses frais et risques.

18.2 Résiliation pour des motifs d'intérêt général

Le contrat pourra aussi être résilié pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas, le musée du Louvre en informera le Concessionnaire au moins six (6) mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Concessionnaire pourra alors prétendre au versement d'une indemnité correspondant au préjudice subi, à l'exception du manque à gagner. A cette fin, le Concessionnaire communiquera les éléments établissant son préjudice au musée du Louvre qui en appréciera le bien fondé.

18.3 Résiliation en cas de procédure de liquidation judiciaire

Dans le cas où le Concessionnaire ferait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire, le contrat serait après mise en demeure du liquidateur (dans les conditions prévues à l'article L.641-11-1 du Code de commerce) :

- si ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Concessionnaire ;
- ou en l'absence de réponse dans un délai d'un (1) mois.

18.4 Conséquence de la résiliation sur les redevances versées par le Concessionnaire

Les redevances payées par le Concessionnaire jusqu'à la date de résiliation du contrat resteront acquises au musée du Louvre. Dans le cas où la résiliation interviendrait entre le versement de deux (2) acomptes, le Concessionnaire sera facturé au prorata de la période réelle d'exploitation.

Article 19 - Fin du contrat et sort des biens

A l'issue du contrat de concession, l'ensemble des biens, équipements, aménagements et installation acquis ou réalisés par le Concessionnaire pour l'exploitation du service (équipements de cuisine, mobilier, installations techniques etc.), fera retour au Concessionnaire, sauf décision contraire de l'EPML, qui notifiera le Concessionnaire par écrit au plus tard six (6) mois avant l'échéance du contrat.

Dans l'hypothèse où l'EPML souhaite conserver tout ou partie desdits biens ou équipements en place à l'issue de la concession, une indemnité compensatrice sera versée au Concessionnaire. Cette indemnité sera établie, selon le cas, sur la base de la valeur nette comptable, ou, en l'absence de données comptables exploitables, sur la base d'une évaluation contradictoire réalisée entre les Parties. A défaut d'accord, cette évaluation pourra être confiée à un expert indépendant désigné d'un commun accord.

Les Parties s'engagent à entamer leur concertation sur le sort des biens douze (12) mois avant le terme du contrat.

Article 20 - Modalités de sous-concession et cession

20.1 Passation des contrats par le Concessionnaire : définition et conditions de recours à la sous-concession

La sous-concession s'entend du fait, pour le Concessionnaire, de confier une partie de ses missions au titre du contrat à un tiers.

En cours d'exécution du contrat, le Concessionnaire pourra sous-concéder une partie de l'exécution de ce dernier uniquement à condition d'avoir obtenu au préalable l'accord exprès de l'EPML.

Sans accord préalable et exprès de l'EPML, la sous-concession sera nulle et sans effet.

Le Concessionnaire est tenu d'adresser sa demande par courrier recommandé avec accusé de réception. Cette demande devra :

- Être accompagnée du nom du sous-concessionnaire envisagé, de sa raison sociale, de la composition de son capital et de son numéro et de sa date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;
- Être accompagnée du projet de contrat de sous-concession et de ses éventuelles annexes ;
- Détailler les modalités de rémunération du sous-concessionnaire envisagé ;
- Permettre à l'EPML d'apprécier si le sous-concessionnaire envisagé présente toutes les garanties professionnelles, techniques et financières pour assurer la bonne exécution de la mission qu'il est envisagé de lui déléguer.

Toute demande ne respectant les formes prescrites à l'alinéa précédent sera réputée non reçue.

L'EPML disposera, pour se prononcer sur la demande du Concessionnaire, d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception de cette dernière.

La demande de sous-concession pourra être rejetée si le sous-concessionnaire envisagé ne présente pas les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution de la mission qu'il est envisagé de lui déléguer ou présente un motif d'exclusion prévu aux articles L.3123-1 à L.3123-11 et L.3123-15 à L.3123-17 du Code de la commande publique.

Tout contrat de sous-concession devra impérativement :

- Reprendre toutes les obligations et contraintes de fonctionnement imposées par le présent cahier des charges et ses annexes ;
- Imposer au sous-concessionnaire des contrôles identiques à ceux imposés au Concessionnaire au titre du présent article.

En toute hypothèse, le contrat de sous-concession ne pourra avoir une durée supérieure au contrat de concession et prendra fin de plein droit au terme de cette concession, en cas de déchéance du Concessionnaire ou de résiliation du contrat.

La sous-concession totale est interdite.

20.2 Cession – Changement de contrôle

La cession s'entend comme la substitution d'un tiers au Concessionnaire.

Toute transmission de patrimoine ou cession d'actifs, notamment par scission, fusion ou acquisition qui entraîne un changement de la personnalité morale du Concessionnaire sera considérée comme une cession aux termes du présent article.

La cession sera subordonnée à un accord écrit et préalable de l'EPML.

Dans cette dernière hypothèse, l'EPML devra en être informé par le Concessionnaire qui lui communiquera les pièces attestant de la cession dans le mois de sa réalisation.

Le Concessionnaire sera tenu d'adresser sa demande par courrier recommandé avec accusé de réception. Le cessionnaire envisagé devra fournir, à l'appui de sa demande, l'ensemble des pièces exigées du Concessionnaire dans le cadre de l'attribution de la concession.

Toute demande ne respectant pas les formes prescrites à l'alinéa précédent sera réputée non reçue.

L'EPML disposera, pour se prononcer sur la demande de cession, d'un délai de 120 jours à compter de la réception de cette dernière.

La demande de cession pourra être rejetée si le cessionnaire envisagé ne présente pas les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes pour assurer la gestion du service qu'il est envisagé de lui céder.

En cas d'accord de l'EPML, la cession du contrat devra intervenir dans les 30 jours suivant cet accord, faute de quoi une nouvelle demande devra être faite.

Une copie du contrat de cession devra être adressée à l'EPML dans les 10 jours suivant la signature de ce dernier.

La cession du contrat emportera, pour le cessionnaire, la reprise intégrale de l'ensemble des droits et obligations résultants du contrat de concession.

La cession du contrat ne pourra entraîner aucune autre modification de ce dernier que celle résultant du changement de Concessionnaire.

Article 21 - Différends et litiges

En cas de litige relatif au contrat de concession, seul le droit français sera applicable.

Si un litige opposant le Concessionnaire à l'EPML ne trouve pas de règlement amiable, le tribunal administratif de Paris sera seul compétent pour statuer.

Article 22 - Protection des données personnelles

Dans le cadre de l'exécution du contrat de concession, des données à caractère personnel seront demandées au Concessionnaire, notamment celles résultant de l'obligation légale de fournir tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Elles seront destinées au musée du Louvre, 75058 Paris Cedex 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du musée du Louvre, ainsi qu'à ses prestataires et partenaire en charge du site e-attestations.com. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles seront conservées pendant la durée du contrat de concession.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Libertés » et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « Règlement Général sur la Protection des Données », le Concessionnaire informe les personnes concernées qu'elles bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que vous pouvez exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris Cedex 01, en précisant vos coordonnées et en justifiant de votre identité par tout moyen.

Les personnes concernées ont également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

Article 23 - Annexes

Annexe 1 : Plans de l'espace concédé

Annexe 2 : Modèles de mobilier imposé par l'EPML

Annexe 3 : Directives pour la sauvegarde des arbres

Annexe 4 : Règlement des cours, jardins, passages et péristyles du domaine national du Louvre et des Tuileries

Annexe 5 : Livret de circulation dans le domaine national du Louvre et des Tuileries

Annexe 6 : Consignes de sécurité

Annexe 7 : Masse salariale de la concession actuelle

Annexe 8 : Engagement relatif aux clauses sociales